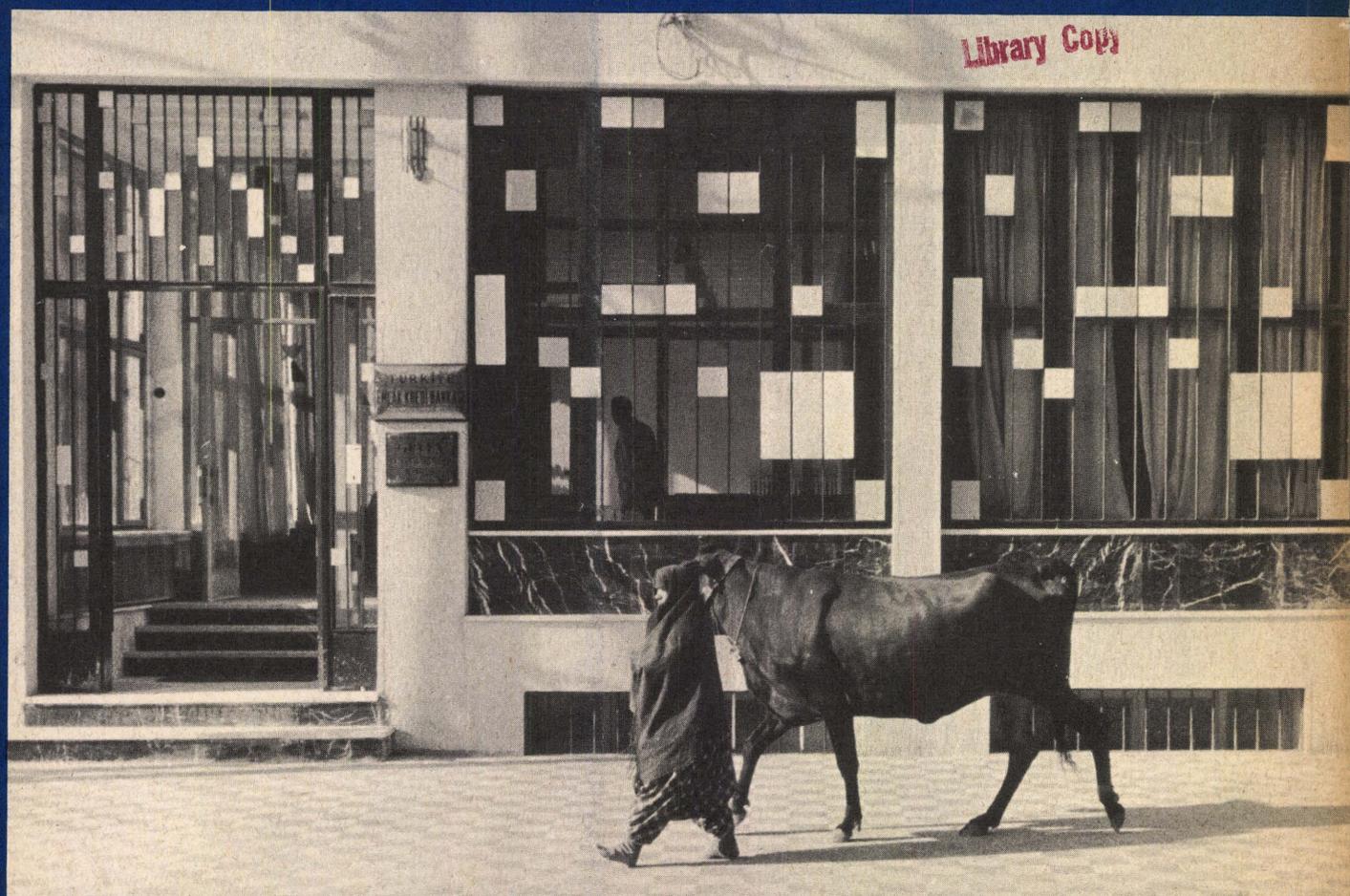


# NOUVELLES DE L'OTAN



ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • PARIS

MARS 1963



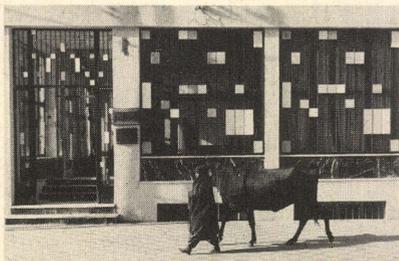
# NOUVELLES DE L'OTAN

Publication Mensuelle, Mars 1963



## Sommaire

La Révolution silencieuse VI : La démocratie, facteur de croissance, par le Professeur Georgios Daskalakis . . . . .	1
Océans à défendre, par le Vice-Amiral Richard M. Smeeton (d'après un discours prononcé devant les Parlementaires de l'OTAN) . . . . .	7
Lettre d'Amsterdam, par G.B. J. Hiltermann . . . . .	12
Dans les coulisses de l'OTAN : reportage photographique . . . . .	14
Pleins feux sur l'OTAN . . . . .	18
La voix de l'URSS	
Le style de Khrouchtchev . . . . .	20
Nos lecteurs nous écrivent	
Lettres de MM. De Jonghe, E. Beischall, L. Gay, H.W. Henderson, W.J. Barnes, Sélim Bel, H.M. Schäfer, F.K. Waechter, R. Boucard et Jörg Borning . . . . .	21
Documentation	
M. Jean Monnet et l'Avenir de l'Unité Européenne . . . . .	23
Livres	
« Dix-huit Leçons sur la Société Industrielle », par Raymond Aron . . . . .	25
« Germany - A Survey for Businessmen » . . . . .	26
« Kann Europa Verteidigt Werden? » . . . . .	26
« L'actualité internationale dans l'enseignement secondaire » . . . . .	26
Bibliographie . . . . .	27
Divers	
Prix de la Liberté 1943-1962 . . . . .	24
La mobilité de la main-d'œuvre . . . . .	28



### PHOTO DE COUVERTURE

Au sein de la Communauté Atlantique

L'agriculture turque revendique quatre-vingt pour cent des exportations totales du pays et contribue donc largement à augmenter les investissements de capitaux dans un programme de développement continu. Les banques sont indispensables à une communauté grandissante, mais certaines personnes préfèrent toujours avoir des capitaux « vivants ».

Maquettistes: A. MORANGE et R. FOURNIER

Les Nouvelles de l'OTAN sont publiées sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.



## LA DÉMOCRATIE : FACTEUR DE CROISSANCE

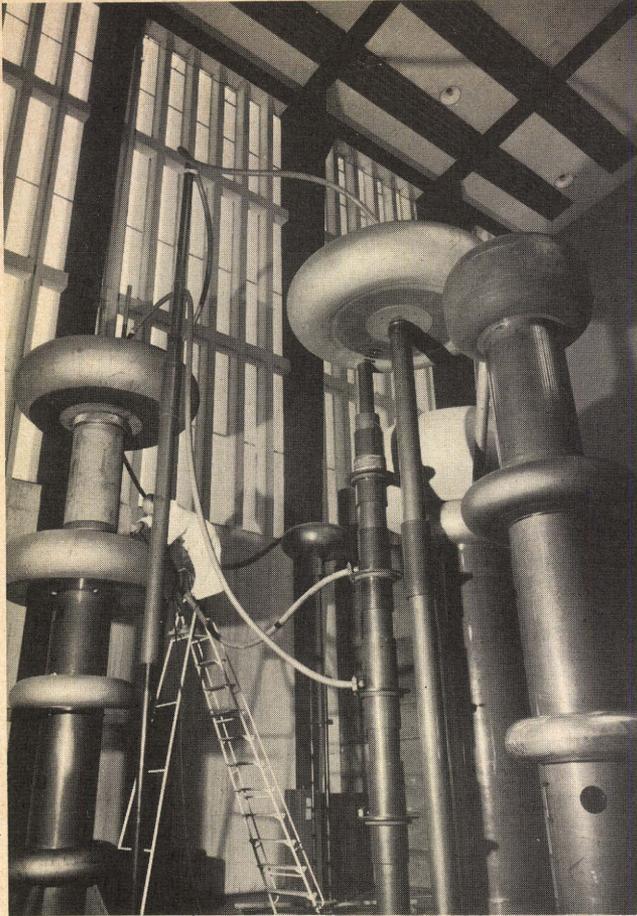
**I**L n'est pas exagéré de dire que l'idéologie la plus générale et universelle de l'humanité dans la deuxième moitié du <sup>xx</sup>e siècle est celle du « développement ». Son importance symbolique est considérable : des millions d'hommes, sans distinction de race, de nationalité, de religion ni de culture croient en cette idée comme en une panacée légendaire qui les

délivrera de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance. Dans le monde entier, une multitude de groupements sociaux — organisés et non organisés — comptent sur le « développement » pour améliorer leur situation et pour monter plus haut dans l'échelle de la société. Des centaines de partis politiques, de toutes nuances et importance, espèrent se faire reconnaître et

accepter grâce à des slogans de « développement ». Dans presque tous les pays, la plupart des dirigeants et les élites nouvelles s'identifient eux-mêmes et leur destin — soit volontairement soit sous l'empire d'une pression extérieure — au « développement » de leur pays. Ce critère divise les pays d'aujourd'hui en nations soit développées ou en voie de développement et peut même constituer la base d'une classification psychologique, politique et sociale. Qu'elle soit mythe ou réalité, slogan ou programme, directive politique ou thème oratoire, la notion de « développement » est le pivot de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale.

Prenant la Russie soviétique et la Chine communiste pour modèles, le Bloc oriental se sert de la légende ou de la réalité de leur « développement » comme principal instrument de propagande dans sa campagne politique de domination. Les pays du Bloc oriental dépeignent leur « développement » comme signifiant « liberté et indépendance réelles ». Ils le qualifient en outre de source d'influence et de pouvoir politiques, préparant ainsi le terrain pour une domination communiste.

En termes plus précis, aussi bien pour les propagandistes orientaux d'aujourd'hui que pour les rêveurs occidentaux encore sous l'influence du <sup>xix</sup>e siècle, ce qui symbolise le mieux le « développement » c'est l'acceptation complète de la révolution technologique et une industrialisation rapide et de grande envergure. La réforme agraire, l'urbanisation et même l'instruction sont essentiellement considérées comme de simples moyens d'atteindre ce but suprême : le « développement ». Dans les pays qui n'en sont qu'au premier stade de leur évolution, l'État, les collectivités ou les individus concentrent si exclusivement leur attention sur l'effort d'industrialisation et d'exploitation du progrès technique qu'on peut même considérer le modernisme comme une autre



*Jusqu'à présent, l'énergie atomique est restée au stade expérimental ; d'ici vingt ans elle pourrait devenir essentielle au progrès.*

*L'automation ne signifie pas moins d'emplois, mais moins d'heures de travail et un meilleur rendement.*



forme d'avancement industriel et technologique. En toute impartialité, on pourrait qualifier un tel « développement » de suprématie des valeurs purement matérielles.

Le « développement » est considéré comme fondamental. C'est la clé de l'avenir, tout effort dans ce sens prenant la forme d'une mission sacrée. Les hommes, les dieux et les valeurs sont fanatiquement sacrifiés aux intérêts de cette cause. Les individus disparaissent dans son sillage. La liberté individuelle devient un détail insignifiant et l'État totalitaire invoque la juste cause d'un « développement » rapide pour justifier son pouvoir illimité et son règne arbitraire.

### Démocratie et développement

Le « problème du siècle », c'est-à-dire les nations nouvellement nées, suffit à prouver à quel point cette philosophie du développement semble gagner du terrain de nos jours tant en pratique qu'en théorie. Ce « tiers monde » connaît habituellement, à l'aube de son indépendance, une forme quelconque de régime démocratique. Cependant, la démocratie cède bientôt la place à une forme de gouvernement autoritaire. C'est ce qui se passe en Asie et en Afrique. Le même phénomène apparaît aussi bien dans les pays à civilisation ancienne que chez les tribus qui entrent à peine dans l'histoire. En revanche, les hommes politiques et les savants du monde occidental s'habituent peu à peu à l'idée que l'organisation politique la plus dynamique et la meilleure pour le « tiers monde » peut être une forme quelconque d'autocratie ou d'oligarchie tant que ce n'est pas le totalitarisme communiste, alors que dernièrement encore ils identifiaient l'indépendance des nations nouvelles à la démocratie.

Pour se faire une idée complète de la situation, il faut toutefois examiner l'envers de la médaille. Se fondant principalement sur l'Histoire et sur l'exemple du développement auquel on a assisté au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe et aux États-Unis, de nombreux théoriciens occidentaux combinent certaines manifestations technologiques, sociales, culturelles et politiques avec les possibilités d'une démocratie, grâce à diverses conditions et suppositions. Ils affirment que la démocratie n'est ni possible ni viable sans un degré assez avancé d'industrialisation, sans une application généralisée des méthodes technologiques et sans que l'analphabétisme ne soit ramené à des proportions insignifiantes. Elle ne le serait pas non plus sans une classe moyenne nombreuse et active, une population urbaine importante sinon dominante, un pourcentage normal d'agriculteurs et enfin un revenu annuel par habitant d'au moins 800 dollars. Les pays où un régime démocratique stable règne depuis longtemps réunissent, suivant cette théorie généralement

acceptée, la plupart des éléments sociaux qui sont les préalables indispensables à l'établissement de la démocratie. Les meilleurs exemples de pays démocratiques fondés depuis longtemps sur des bases technologiques, sociales et économiques sont les suivants : États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Belgique, Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège et Suède. Dans ces pays, le slogan est ainsi formulé : le « développement » est la condition préalable à la démocratie et l'argument suit ce thème : « développez-vous » si vous voulez jouir d'un mode de vie démocratique.

### Un club exclusif

Ce n'est pas la démocratie qui présuppose le développement mais, au contraire, le développement qui présuppose la démocratie. Évidemment, le fait que la démocratie tend dans ces conditions à n'être réalisable que dans un petit nombre de pays va de soi. Le « Club démocratique » est très exclusif; il ne faut toutefois pas désespérer. La cadence générale du développement est telle que les autres peuples peuvent toujours espérer atteindre (peut-être même bientôt) le stade auquel sont parvenus les pays occidentaux précités et pouvoir jouir alors de leur régime démocratique. Certains indices légers, mais perceptibles, apparaissent déjà. On peut interpréter la déstalinisation et la coexistence pacifique, par exemple, comme les premières tentatives d'évaluer le fait que l'Union soviétique s'approche maintenant en quelque sorte du niveau de développement des pays occidentaux et acquiert, fût-ce dans une mesure encore limitée, certaines des conditions préalables indispensables à la démocratie. Il y a beaucoup de vrai dans la conception du « développement » définie plus haut, surtout en ce qui concerne la situation actuelle. Mais cela n'englobe pas toute la vérité et ne tient pas compte de certaines caractéristiques fondamentales de notre temps. En d'autres termes, on tend à ignorer cette transformation capitale qui se produit aujourd'hui : la démocratie, facteur de croissance.

### Un véritable miracle

Peu après la deuxième guerre mondiale, l'économie était détruite dans la plupart des pays occidentaux. Ces derniers se trouvaient matériellement et moralement ruinés. Ils donnaient des signes évidents de désintégration sociale. Cependant la démocratie a survécu ou bien a repris sa force à la suite des vicissitudes totalitaires de l'entre-deux guerres (1920-1939) et des épreuves du conflit ou de l'occupation ennemie. Quelque chose de nouveau et de remarquable s'est alors produit. Tandis qu'après la première guerre

mondiale la démocratie avait cédé devant la crise économique et sociale de l'époque en se laissant remplacer dans plusieurs grands pays occidentaux par le fascisme, le national-socialisme, le communisme ou d'autres régimes totalitaires, après la deuxième guerre mondiale elle est non seulement parvenue à survivre et à s'enraciner fermement dans tout le monde occidental, mais elle est aussi sortie victorieuse de toutes les crises.

Il est à noter que les pays où le pendule de la politique avait oscillé, au cours du siècle écoulé, entre la dictature et la démocratie, entre le gouvernement démocratique et l'État autoritaire (comme en Allemagne, en Italie, en France et en Grèce) ont maintenant atteint un « statu quo » démocratique stable qui, avec le temps, devient plus sûr et plus inébranlable. Mieux encore, c'est en appliquant des principes et méthodes démocratiques que ces pays non seulement ont surmonté des crises économiques et sociales, pansé leurs blessures et relevé leurs cités détruites, mais ont même rendu possible un véritable miracle. Ils ont créé un nouveau genre de développement que j'appellerai « croissance réelle » pour le distinguer de la notion ordinaire du développement défini plus haut.

La croissance réelle ne signifie pas seulement accroissement de la production ou des services, industrialisation ou progrès technique, ni même plein emploi. Elle présente surtout un aspect politique, idéologique et spirituel. Elle signifie élargissement de l'horizon des peuples et extension des possibilités offertes à l'individu; elle fraye des voies nouvelles et incite à atteindre de nouveaux buts constructifs.

*La paix et le progrès exigent une grande maturité diplomatique.*





*Il y a différentes façons de s'exprimer. Ce qui plaît à l'un n'intéresse pas du tout l'autre. Mais ce n'est que la liberté qui permet de choisir.*

Cela veut dire que la pauvreté, la maladie et l'ignorance peuvent être combattues positivement sans que l'homme ne soit privé de sa liberté ni les individus de leur dignité. Cela signifie non seulement que l'effort commun et la libre participation de tous permettent de surmonter les crises matérielles, mais aussi qu'on peut édifier des sociétés riches et donner des chances égales à chacun par une coopération large et peut-être universelle. Cela signifie enfin que la raison l'emporte sur l'instinct et que la coopération, la conciliation et la compréhension mutuelles forment l'univers des peuples libres.

### Des sociétés opulentes

J'aimerais donner une idée plus nette de ce qu'est la croissance réelle du monde occidental en fournissant quelques exemples caractéristiques. Les ruines de la civilisation technique et matérielle semées par le deuxième conflit mondial ont bientôt été remplacées par les miraculeuses réalisations technologiques et scientifiques des années d'après-guerre. L'automation et la conquête de l'espace sont les plus frappants exemples comparés à la lutte victorieuse de l'homme contre la maladie ou même à sa domination du monde subconscient. Famine et pauvreté, crise du logement, chômage et tous les autres problèmes sociaux qui dominaient l'Europe immédiatement après la guerre, ont tous disparu comme par enchantement. L'Europe a non seulement retrouvé ses niveaux de vie et de production d'avant-guerre, mais encore elle a atteint un tel degré de prospérité qu'elle se trouve maintenant aux prises avec les nouveaux problèmes sociaux et moraux qui prennent naissance dans les sociétés opulentes.

Ces signes de croissance réelle ne constituaient cependant qu'un premier pas bientôt suivi par l'apparition de « l'État-Providence » et la généralisation des services publics, notamment de l'enseignement. Grâce à des garanties contre les adversités qui sont le lot naturel de l'homme, celui-ci peut développer librement toutes ses facultés en vue d'une activité sociale constructive et du progrès de la civilisation. La démocratisation de l'enseignement a d'autre part ouvert à tous de nouvelles perspectives et créé une élite fondée exclusivement sur les critères de la « méritocratie ». Le devoir social a remplacé la charité et la pitié, assurant ainsi la dignité et le respect de la personne humaine. Si la révolution technologique, le boom financier et l'apparition de l'État-Providence ont été rendus possible dans le monde occidental par la participation et la coopération bénévoles de chacun plutôt que par la coercition ou le travail forcé, cela aurait pu aussi bien se passer dans les pays dont le développement est du type oriental. Il ne s'agit pas d'une caractéristique spéciale du progrès occidental.

Toutefois, la croissance réelle du monde occidental est exclusive et inégalée dans deux domaines : à savoir dans l'adoption de valeurs nouvelles et dans la pratique de la politique. La Déclaration universelle des Droits de l'Homme, proclamée en 1948, définissait le credo de l'homme ordinaire de notre époque. La Convention européenne des Droits de l'Homme, signée en 1950, a donné force de loi à un grand nombre de principes moraux posés dans la Déclaration universelle. Pour la première fois dans l'Histoire, une protection supranationale et supra-gouvernementale était accordée à la personne humaine et aux libertés individuelles. Comme cette évolution se poursuit, on peut espérer que dans un très proche avenir les Droits

de l'Homme sur le plan économique, social, familial et culturel jouiront des mêmes garanties. D'autre part, le démocrate occidental tend à devenir un homme de chair et d'os plutôt qu'un être fictif qui fait l'objet de recherches psychologiques. L'esprit de tolérance, de coopération et de compréhension mutuelle est chaque jour plus répandu chez les habitants du monde occidental.

## Réalisations politiques

Le changement de politique radical qui s'est produit en théorie et en pratique dans les quinze dernières années ne peut être considéré que comme une révolution. Pour la première fois, les pays occidentaux renonçaient aux idées et convictions héritées de la fin du XVIII<sup>e</sup> ou du début du XIX<sup>e</sup> siècles. La théorie de la souveraineté nationale commence à disparaître jusque dans les manuels scolaires et le principe de l'indépendance nationale absolue est battu en brèche. L'effort d'un pays seul n'éveille guère plus d'écho et l'isolationnisme sous toutes ses formes est oublié. Ce sont les « communautés » supra-gouvernementales qui sont la réalité d'aujourd'hui et, avec d'autres formes d'association, l'espoir de demain. Le champ d'action de la collaboration inter-gouvernementale s'élargit à tel point qu'aucun domaine essentiel de l'activité publique ne lui est étranger. A mesure que naissent de nouveaux organismes de coordination supranationale, d'autres formes d'organisation inter-gouvernementale surgissent. L'évolution qui s'est produite depuis la Doctrine Truman montre que le monde occidental se dirige

avec constance et régularité vers une unité plus grande alors que chaque État, conscient de son caractère national et des problèmes intérieurs qui lui sont propres, conserve son entière indépendance. Tandis que se déroule ce processus d'unification, de vastes continents se démembrement et se subdivisent. La décolonisation et l'apparition de cinquante nouveaux États, entièrement autonomes, est une des plus grandes réalisations politiques du monde occidental, complétée par l'octroi d'une aide permettant à ces nouveaux États de conserver leur indépendance et d'améliorer leur niveau de vie. Un monde nouveau, dit « tiers-monde », est né au moment même où une partie de l'Europe est asservie à un autre genre de colonialisme, d'inspiration communiste.

## Facteurs évolutifs

Quels sont les facteurs évolutifs qui ont déterminé ce phénomène par lequel la démocratie devient nécessaire à la vraie croissance telle qu'on la connaît maintenant dans le monde occidental? Seul le temps donnera une perspective d'ensemble de la question et permettra de se former une opinion précise. On peut citer de nombreux facteurs d'ordre moral et spirituel : tout d'abord la maturité intellectuelle de l'homme occidental et son expérience de l'Histoire qui le poussent à extirper son conservatisme et à encourager les idées neuves et constructives; la nécessité de profiter des possibilités ouvertes par les progrès scientifiques et technologiques illimités de notre époque; la crainte de voir les conquêtes techniques

*Les pays occidentaux jouissent de la prospérité. Ils défendent jalousement leurs différents modes de vie, leurs réactions individuelles, leurs sympathies et antipathies. Ils continueront à défendre tout cela, si nécessaire avec des canons et des fusées.*



de l'homme — notamment l'énergie atomique — échapper à sa domination et aboutir à la destruction ou au chaos; enfin la responsabilité accrue et continue de l'homme quant à ses actions ou omissions. Le fait de savoir que notre planète et ses horizons ne sont plus désormais la demeure limitée de l'homme et la possibilité qui s'ouvre maintenant d'abandonner notre séjour terrestre pour conquérir l'espace, nous incitent à être plus humains. Il y a aussi que notre Terre a beaucoup rétréci et que ses dimensions sont devenues presque négligeables, ce qui dissuade de toute sécession ou division les peuples de l'Ouest, le plus touché par ce rétrécissement.

## Rôle de l'OTAN

Deux autres facteurs expliquent les tendances de l'après-guerre : conscience d'une part de l'existence d'un tiers-monde très important en nombre et en étendue et d'une grande misère alliée au danger d'explosion provenant d'aspirations refoulées ou flattées et, d'autre part, du fait que le problème n'est plus tant du ressort des particuliers que des pays, qu'ils soient riches ou pauvres. C'est à l'historien futur et au sociologue de demain qu'il appartiendra de rechercher dans quelle mesure ces éléments ont contribué à la croissance démocratique et quel a été le rôle de chacun d'eux. On peut toutefois établir dès maintenant que deux facteurs, l'un positif et l'autre négatif, sont d'une importance décisive. En premier lieu il y a le sentiment chez les peuples occidentaux que les liens qui les unissent sont plus puissants et durables que les problèmes qui les divisent. Deuxièmement, il y a le danger imminent représenté par la puissance toujours croissante du monde oriental. Ces éléments ont abouti à la création de l'OTAN sous forme de rempart contre toutes les menaces extérieures et de cadre dans lequel peut se développer un esprit de collaboration politique. L'OTAN a largement tenu ses promesses. Elle a atteint deux objectifs fondamentaux : la sécurité et l'indépendance de l'Alliance sont garanties par une

défense commune et le fait de collaborer à cette défense a contribué de façon positive à la création d'une communauté.

## Sécurité et stabilité

L'OTAN cependant a dépassé ses objectifs initiaux : elle est parvenue à assurer le climat démocratique nécessaire à la croissance réelle. On connaît ce principe fondamental en sciences politiques qui veut qu'il y ait corrélation entre la protection contre les dangers extérieurs et l'institution d'un régime démocratique. A l'époque où les armes de destruction que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas, le problème s'est posé d'une combinaison entre l'existence d'un État du type insulaire et d'une protection suffisante contre les ennemis extérieurs pour permettre l'établissement d'un gouvernement et d'institutions autonomes. L'Angleterre et les autres nations insulaires sont les principales illustrations de cette théorie. Il y a aussi un truisme, confirmé par la biologie moderne, selon lequel le sentiment de sécurité conduit d'habitude au développement de diverses formes d'individualité, comme on peut le voir notamment en comparant les animaux domestiques avec les spécimens sauvages de la même famille.

En jetant un regard sur la période de l'après-guerre, on constate que c'est à la sécurité apportée par l'OTAN que les pays membres doivent leur stabilité et la croissance de leur démocratie. Cela a permis cette révolution rapide sans précédent, et qui constitue la croissance réelle. On peut raisonnablement prédire que, quand des conditions de sécurité semblables à celles qui découlent de l'OTAN régneront partout sur la terre, la Démocratie, facteur de croissance réelle, pourra s'épanouir et répandre généreusement sur tous les hommes ses innombrables bienfaits.

GEORGIOS DASKALAKIS  
*Athènes*

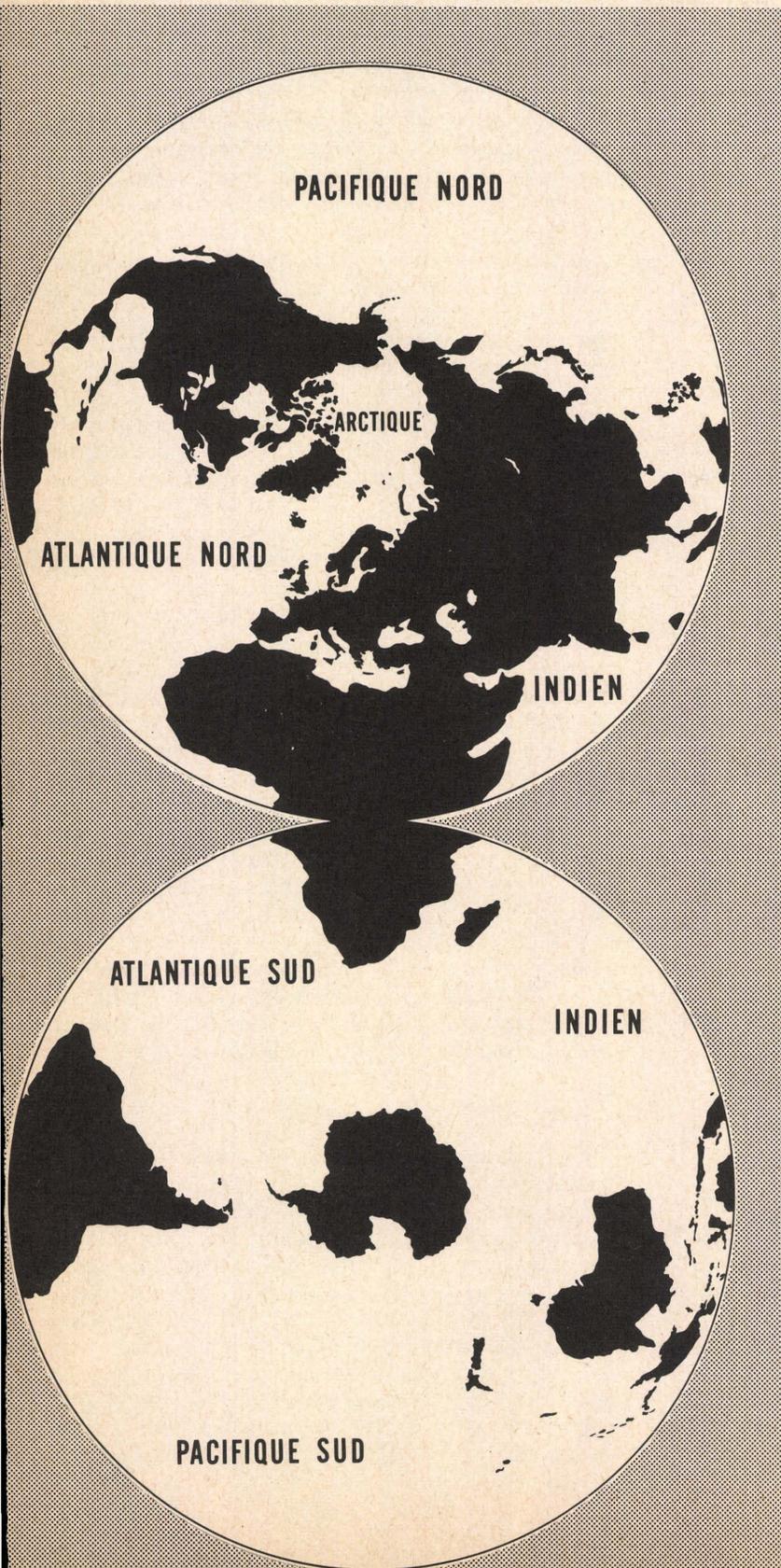
L'article ci-dessus est le sixième et dernier article dans la série intitulée : « La Révolution Silencieuse ». Ceux qui ont déjà paru sont les suivants :

- I *Invitation à la prospérité : Le Plan Marshal et ses suites*, par Joseph M. Jones (octobre)
- II *Guerre à l'insécurité; l'État-Providence*, par le Professeur Asa Briggs (novembre)
- III *La Décolonisation*, par le Professeur J.B. Duroselle (décembre)
- IV *A la recherche de l'unité : le Marché Commun*, par l'Ambassadeur Roberto Ducci (janvier)
- V *Protection des Droits de l'Homme : La Convention Européenne*, par le Professeur Frede Castberg (février)

Il est possible que cette série soit publiée sous forme de brochure et les personnes ou associations intéressées par ce projet peuvent le signaler par écrit au Service de l'Information de l'OTAN (Bureau de Distribution), Porte Dauphine, Paris.

~~~~~  
M. Georgios Daskalakis est diplômé des universités d'Athènes et de Berlin. Il fut maître de conférences à la Faculté de Droit de Berlin et puis Professeur de Droit Public à l'École Panteion des Sciences Politiques d'Athènes. Conseiller constitutionnel auprès du parlement grec, il est l'auteur de plusieurs livres, dont les plus connus sont : « L'Histoire constitutionnelle grecque » et « Idées pour la compréhension politique de notre époque ». Dans le Numéro Spécial des Nouvelles de l'OTAN consacré à la Grèce, en mai dernier, il a écrit un article intitulé : « L'Homme occidental : la contribution de la Grèce à la civilisation moderne ».  
~~~~~

# Océans A DÉFENDRE



**L**ES Soviétiques ont aujourd'hui la force sous-marine la plus importante que le monde ait jamais connue. Nous devons supposer que cette force possède toutes les armes meurtrières que nous possédons nous-mêmes. Nous devons supposer que cette force a une mission très simple : diviser et détruire la structure physique de l'OTAN, non pas par des attaques de front sur la périphérie où se trouvent nos défenses, mais par l'infiltration de sous-marins dans notre centre géographique, d'où elle frapperait alors la zone vulnérable et exposée derrière notre ligne de front.

La mission de la force sous-marine soviétique est évidente; le danger qu'elle présente pour notre Alliance est constant. En fait, ce danger est peut-être plus grand que nous ne le pensons, car, depuis la Seconde guerre mondiale, les Soviétiques ont construit une nouvelle et puissante flotte de guerre et une importante flotte marchande moderne. Ils possèdent la plus importante flotte de chalutiers du monde. Ils se sont aventurés en haute mer, fait inhabituel dans l'histoire russe. Les communistes pénètrent dans l'arène des puissances maritimes. Ils ne sont plus exclusivement des « animaux terrestres ». Du point de vue naval, la Première guerre mondiale était centrée sur l'Atlantique Nord. La Seconde guerre mondiale s'est jouée sur deux océans, l'Atlantique et le Pacifique, plus la Méditerranée. Mais aujourd'hui si nous voulons une défense adéquate, étant donné l'importance croissante des flottes soviétiques et communistes, nous devons affronter le risque réel d'une guerre sur quatre océans. Les nouveaux sont, d'une part, l'océan Arctique, maintenant ouvert aux puissances navales et d'un grand intérêt pour les Soviétiques, et d'autre part, l'océan afro-asiatique, cette énorme masse

maritime que constituent les océans Atlantique-Sud et Indien qui baignent les ressources non exploitées de l'Antarctique.

Ce risque de guerre sur quatre océans est important pour la stratégie de l'OTAN, car aujourd'hui la nécessité d'une mobilité maximum de toutes nos forces confère une nouvelle importance à la puissance maritime qui projette au loin la puissance terrestre. D'un point quelconque des océans du globe, la puissance maritime peut faire pression sur les masses terrestres au gré des circonstances. Les forces embarquées d'intervention ont l'avantage décisif d'être constamment en mouvement et de constituer un objectif mobile plus difficile à atteindre qu'un objectif fixe. La puissance maritime donne à l'Alliance un instrument dont les possibilités couvrent la gamme entière des besoins militaires, y compris l'éventualité d'une guerre nucléaire totale, d'une guerre conventionnelle, d'une guerre limitée, ou de la guerre froide.

### Des guerres péninsulaires

Le contrôle naval des accès de Cuba, institué par les États-Unis pour y empêcher l'installation d'armes offensives, est un exemple classique d'emploi sélectif des forces navales. Ainsi l'objectif militaire a pu être atteint sans violence. Ainsi l'ambiance voulue a été créée pour que l'adversaire ait le temps de la réflexion et la possibilité de choisir une autre issue. Les forces embarquées d'intervention ou les formations complètes de forces navales, transportant avec elles tout ce dont elles ont besoin, peuvent parcourir les trois quarts de la surface du globe sans être gênées par des négociations internationales ni par la nécessité d'obtenir des droits de survol... mais, pour cela, il est indispensable de garder la maîtrise des mers. En jetant un coup d'œil sur l'ensemble du monde, nous voyons beaucoup de régions où les communistes se trouvent acculés à des guerres péninsulaires, là où ils n'ont pas — pour le moment du moins — le contrôle des mers avoisinantes. Le cas est le même que ce soit en Corée, en Malaisie, en Inde ou au Proche-Orient. Il est heureux pour nous que les Soviétiques ne disposent pas encore de flottes d'intervention, appuyées par les porte-avions d'attaque. Ils comptent exclusivement sur leurs sous-marins pour s'attaquer à la navigation, aux unités navales et aux objectifs terrestres.

Ainsi, en ce qui concerne la puissance maritime en général, nous sommes forcés de conclure que si nous ne nous assurons pas de la maîtrise des océans, ce sont les Soviétiques qui le feront. Avec leurs 450 sous-marins, leurs 30 croiseurs et leurs 400 destroyers de divers types, ils constituent une menace en haute mer. Il faut que nous les obligions à se cantonner dans la guerre péninsulaire. Il faut que nous interdisions aux communistes de mettre le grappin sur de nouveaux continents. Il faut que nous gardions ouverts les quatre points essentiels de passage d'un océan à l'autre, à savoir le détroit de Gibraltar, le canal de Suez, le détroit de Malacca et le canal de Panama. Il faut que nous reconnaissions la nécessité d'une

puissance navale suffisante pour conserver le contrôle des quatre grands océans.

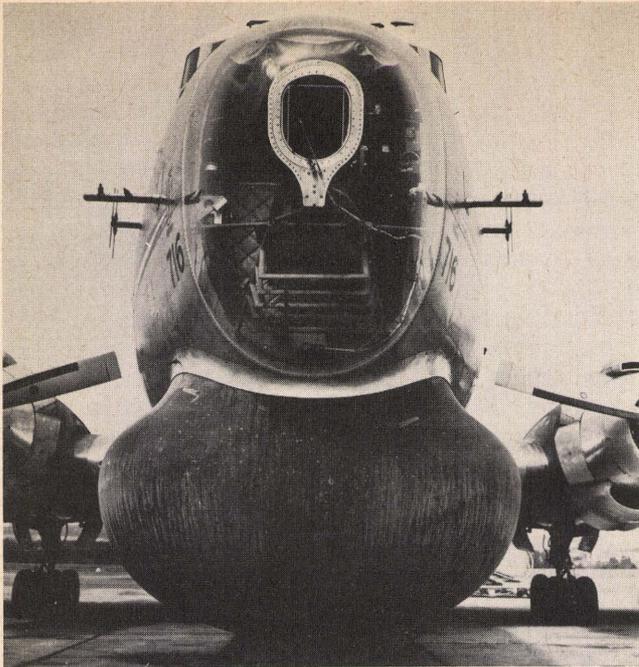
### Le rôle du SACLANT

Après avoir abordé assez sommairement la question de la puissance navale, examinons le Commandement des forces Alliées de l'Atlantique et le rôle qu'il doit jouer pour arrêter l'expansion soviétique sur les mers et dans le maintien du contrôle traditionnel de l'Occident. Il nous faut d'abord examiner dans leur ensemble les mesures que nous devrions prendre pour parer à la menace des sous-marins soviétiques. Il est évident, je pense, que l'OTAN devrait s'efforcer d'empêcher tout passage de sous-marins soviétiques dans l'Atlantique en fermant l'accès des détroits dans la mer Baltique et en Turquie et en instituant un contrôle de l'extrême-nord de l'Atlantique. Il faudrait harceler et détruire les sous-marins qui se trouveraient dans les eaux océaniques. En cas de guerre totale, notre espoir serait de les empêcher de rejoindre leurs bases pour s'y ravitailler, en détruisant les installations dont ils disposeraient dans la zone de la mer du Nord.

Pour atteindre ce dernier objectif, nous aurions à employer les armes nucléaires. Cette nécessité découle simplement de l'étendue de la tâche à accomplir et du nombre de moyens dont nous disposons pour le faire. Il est de fait que nos forces sont insuffisantes. Les opérations diverses d'importance limitée, la surveillance des mers, les opérations de harcèlement visant à montrer à l'ennemi éventuel notre fermeté et notre résolution, tout cela peut être fait sans avoir recours aux armes nucléaires. Nous pouvons faire en sorte que l'ennemi sache où le mène son attitude. Mais nous ne pouvons pas faire la guerre comme cela. Pour mener une guerre non nucléaire sur les océans avec quelque chance de succès, le SACLANT aurait besoin d'un nombre d'unités représentant plusieurs fois les forces dont il dispose actuellement en chasseurs de sous-marins, en escorteurs et en avions patrouilleurs. Même pour mener une guerre totale dans l'Atlantique, le SACLANT a besoin d'unités anti-sous-marines plus modernes, de plus de navires, d'escorteurs et d'avions patrouilleurs. Les moyens prévus pour les missions du SACLANT ont été fixés au minimum le plus strict et ce minimum n'a pas été atteint. Les Soviétiques disposent d'une marine plus moderne que la nôtre.

### Le programme d'infrastructure

Bien que nous n'ayons pas de forces suffisantes disponibles et que leur acquisition exige des dépenses énormes, nous pouvons prendre des dispositions et procéder à certaines adaptations qui, du point de vue opérationnel, feraient contreponds à l'insuffisance numérique de nos unités. Il s'agit du programme d'infrastructure. En ce qui concerne le SACLANT, le programme d'infrastructure de l'OTAN a pris un certain retard. Le système des communications ne donne pas entière satisfaction. Les aérodromes destinés aux avions patrouilleurs de la marine ne sont pas tous prêts. Les états-majors ne sont pas au complet. Toutes



*Des avions équipés d'appareils spéciaux pour détecter les sous-marins ennemis sont prêts à décoller.*

ces circonstances réduisent d'une façon très sensible l'aptitude du SACLANT à remplir sa mission.

Contrairement au SACEUR, le SACLANT n'a pas de forces à sa disposition en temps de paix. Elles ne lui sont affectées qu'à l'occasion des manœuvres de l'OTAN ou en temps de guerre. « RIPTIDE III », exercice naval d'intervention et de guerre anti-sous-marine, effectué au large des côtes du Portugal en août, a constitué les dernières manœuvres de grande envergure. Les unités navales du Royaume-Uni, de la France, du Portugal et des États-Unis y participaient. Des raids aériens organisés de manière à se rapprocher des conditions du temps de guerre ont été effectués. Il est évident que nous avons besoin chaque année du plus grand nombre possible d'exercices effectués avec des moyens réels, mais il est encore plus important de rappeler qu'en vertu des décisions actuellement en vigueur, le SACLANT ne disposera, en cas d'urgence, de forces effectives qu'au moment où elles seront affectées à son commandement par le Conseil de l'Atlantique Nord.

### Effet de dissuasion

La zone maritime dépendant du SACLANT est immense et les distances à parcourir sont longues. C'est la raison pour laquelle il serait trop tard d'attendre qu'une situation dangereuse se présente pour transférer les forces des autorités militaires nationales à celles de l'OTAN. Dès le début d'une crise, la présence d'une flotte de l'OTAN forte, bien entraînée et prête à l'action pourrait avoir un effet de dissuasion et juguler la crise avant qu'elle ne dégénère en guerre. Une infrastructure complète et un transfert de forces au SACLANT dès le début d'une crise sont deux points qui peuvent avoir de lourdes conséquences sur sa capacité d'exécuter ses tâches.

Le domaine de la science et de la technologie a une influence profonde sur le SACLANT. Les exploits récents des Soviétiques dans les espaces extra-atmosphériques indiquent sans conteste que nous avons affaire à un ennemi en état de développement scientifique et technologique très poussé. Pour utiliser pleinement l'espace maritime que l'Atlantique offre à notre défense de l'Occident, nous devons mieux connaître le milieu océanique dans lequel nous avons à exercer nos forces de défense anti-sous-marine. Seule la recherche fondamentale peut nous fournir les connaissances dont nous avons besoin. Nous devons considérer le problème de la défense anti-sous-marine comme un problème de l'OTAN auquel il faut apporter une solution sur le plan plurinational. Le succès du Centre de Recherche Anti-sous-marine de la Spézia dépend de la coordination des efforts et du libre échange des informations entre toutes les nations de l'Alliance. Si nous mettons en commun nos moyens scientifiques, nous devrions être capables de trouver une solution au problème du sous-marin nucléaire avec sa grande vitesse et sa possibilité d'immersion pour une durée presque indéfinie.

Tandis que le sous-marin nucléaire constitue un formidable progrès dans l'art de la navigation sous-marine, on n'a pas encore réalisé de progrès analogue et parallèle dans le repérage précis et à longue distance des sous-marins immergés. On a travaillé activement à l'amélioration et à la mise au point de techniques déjà connues, mais il est à douter que l'art de la chasse aux sous-marins ait progressé aussi rapidement que les réalisations du sous-marin lui-même. Il faudrait d'urgence de nouvelles idées et des conceptions originales pour combler ces lacunes de la technique.

*Sur le pont, l'Amiral Robert L. Dennison, Commandant Suprême des Forces alliées de l'Atlantique.*



La solution devrait être trouvée et c'est à nous de la chercher. La menace sous-marine est aujourd'hui sur nous. D'ici dix ans, avec l'introduction de nouveaux sous-marins nucléaires capables d'envoyer des missiles, cette menace deviendra extrêmement grave.

### Une souplesse d'initiative

Le contrôle de l'Atlantique Nord par des sous-marins ennemis augmentera les dangers d'attaque contre les sources d'énergie situées sur nos lignes de front. D'autre part, la possession du contrôle des mers conférerait aux dirigeants soviétiques cette même souplesse d'initiative dont la marine des États-Unis a fait preuve au cours de la crise cubaine. S'ils contrôlent l'Atlantique Nord, les Soviétiques peuvent contrôler tous les quatre océans. De la mer ils peuvent être en mesure de mettre l'Europe en quarantaine. A cet égard, il faut nous rappeler que c'est l'Occident et non la Russie qui a le plus à perdre. Le commerce maritime mondial s'effectue principalement par l'Atlantique Nord. Le fait en lui-même implique-t-il la présence d'une menace sous-marine? Nos problèmes de défense anti-sous-marine sont-ils une réalité en ce sens qu'il nous serait impossible de les éviter? Est-ce une nécessité inévitable pour le monde libre de se servir de la mer?

Si nous regardons une carte, nous voyons que les nations du monde libre sont groupées le long de la périphérie de l'immense terre russe. Certaines de ces nations ont une frontière commune et peuvent utiliser les communications terrestres. Il est clair néanmoins que le rail et la route ne peuvent jouer qu'un rôle limité dans les communications et que ces pays doivent compter largement sur la mer et sur l'air. En temps de paix, il y a à tout moment dans la zone de l'OTAN plus de 4 000 navires en mer et presque autant dans les ports. On n'a encore jamais calculé quels tonnages de navires seraient nécessaires pour soutenir les États-Unis en guerre; on estime néanmoins qu'à elle seule l'Europe occidentale aurait besoin de quelque 1 500 arrivages de navires par mois. En pratique et en raison de l'insuffisance des navires d'escorte, l'Europe devrait se contenter d'un nombre d'arrivages infiniment moindre. Dans tous les cas, en temps de guerre, le monde libre aurait besoin d'une quantité énorme de marchandises pour subvenir à ses besoins.

### Communications maritimes

On dit souvent qu'un jour viendra où les transports aériens remplaceront inévitablement les transports maritimes. On fait valoir qu'il nous suffirait d'accélérer la réalisation de ce qu'on appelle avec facilité « l'évolution » pour atteindre une situation heureuse où nous ne serons plus dans l'obligation d'assurer la protection d'un tonnage important de fret vulnérable. Mais il faut penser à deux choses : (a) le rapport des coûts aérien-maritime pour le transport de marchandises volumineuses est de 50 à 1 et (b) sur une longue distance, nous brûlons environ 4 tonnes d'essence-avion pour en transporter une tonne par air. Nous devons donc admettre que le monde

libre devra toujours compter sur les communications maritimes et reconnaître que la protection de l'important tonnage considéré sera toujours l'un de nos problèmes majeurs.

L'Union Soviétique a pour base la masse terrestre Euro-asiatique. Elle contrôle ce qu'on appelle les zones continentales. Elle a ses lignes intérieures de communication, mais par tradition elle ne s'embarque pas dans des aventures strictement militaires au-delà de ces lignes. L'aventure de Cuba est-elle le signe d'un changement des principes traditionnels de la Russie? Cela implique-t-il que les Soviétiques se sentent suffisamment forts pour déployer leur force militaire outre-mer? Pour contrecarrer toute dérogation de ce genre à leurs principes traditionnels, nous devons nous servir des hautes mers pour contrôler l'Union Soviétique et, à moins de contrôler l'Atlantique Nord, nous ne pourrions jamais contrecarrer leurs aventures outre-mer. Ce contrôle des mers, nous l'avons exercé dans les quinze dernières années avec un tel succès que nous avons pu oublier la valeur stratégique capitale des océans.

### « Liste Noire » soviétique

Notre Communauté Atlantique prend aujourd'hui en fait des formes multiples : Union de l'Europe Occidentale, Communauté charbon-acier, Euratom, Marché Commun, et naturellement l'OTAN. Mais il ne faudrait pas sous-estimer l'OTAN, car c'est elle qui a rendu possible les autres formes de l'Alliance, grâce à son bouclier. En fait, c'est l'OTAN qui a mis un frein à la progression soviétique en Europe. Depuis que l'Alliance a été fondée, elle n'a pas cédé un pouce de son sol, elle n'a rien abandonné et rien compromis. Une des raisons qui nous permettent de prévoir que le Marché Commun sera un succès, est qu'il a progressé sur la « liste noire » des Soviétiques, y occupant actuellement une place presque aussi choisie que celle de l'OTAN. Nous avons tendance à oublier à quel point les Soviétiques se sont efforcés de ruiner l'OTAN. Sans vouloir suggérer que tout ce que les Soviétiques haïssent réussit *ipso facto*, cela peut aider dans le cas d'une alliance militaire.

C'est à l'abri du bouclier de l'OTAN que l'Europe occidentale a été capable de progresser et d'atteindre un état de prospérité qui se manifeste partout. La renaissance spirituelle et culturelle qui est apparue depuis la Seconde Guerre mondiale n'a été possible que grâce à ce bouclier. L'OTAN a parfaitement rempli sa mission. Mais lorsqu'on regarde vers l'avenir, certaines choses doivent être prises en considération. L'OTAN devra évoluer avec son temps. Le succès même de l'OTAN peut avoir incité les Soviétiques à modifier leur tactique; plus que jamais nous devons être en état d'alerte et nous tenir en éveil.

L'Article 6 du Traité définit la zone qui en cas d'attaque déclenche la mise en œuvre du Traité. Ce dernier définit les limites géographiques dans lesquelles une attaque armée contre un des pays est considérée comme une attaque contre tous, mais dans son esprit, il va au-delà de ces limites. Le préambule dit avec netteté que le Traité est destiné à préserver

un mode de vie plutôt qu'à défendre uniquement une zone spécifiée de terre ou d'eau. Dans la lutte globale qui nous affronte, il est impossible de circonscrire notre défense à l'aire géographique de l'Article 6. Le succès de l'OTAN dans cette zone a incité les Soviétiques à détourner leur offensive militaire, politique et économique vers des buts d'accès plus faciles dans d'autres régions. Ce peut être là un des problèmes les plus ardues qui se posent à l'Alliance.

### Intérêts mondiaux

Si, pour des raisons politiques, il nous est impossible d'étendre les aires géographiques qui transforment l'agression envers un pays en une agression envers tous, nous pouvons pour le moins reconnaître que certains pays membres ont des intérêts mondiaux qui découlent de possessions et d'obligations régies par traités. Ceux qui n'en ont pas doivent cependant faire preuve de compréhension. Si ces problèmes sont ignorés au sein de l'OTAN, ils n'en disparaîtront pas pour cela, mais la structure de l'Alliance en sera ébranlée. Personne n'a songé à dire aux Soviétiques qu'ils peuvent attaquer l'OTAN uniquement dans la zone géographique définie par l'Article 6. En fait, c'est le contraire qui a eu lieu. Les Soviétiques n'ont-ils pas simplement détourné leur attaque? Naturellement, Berlin constitue une exception, mais c'est le seul point dans les limites de la région où l'on envisage une confrontation directe.

Les guerres de libération nationales, l'incitation de peuples mal préparés à revendiquer une indépendance complète pour des régions non viables, la fomentation de guerres civiles une fois l'indépendance obtenue, la pénétration économique à des fins politiques, l'opposition à des efforts sincères d'expansion, le mauvais vouloir à coopérer au sein des Nations Unies : telles sont les nouvelles armes et circonstances employées par les Soviétiques. Le danger militaire direct qui pesait sur l'Europe occidentale peut avoir fait place à une menace également terrible mais différente.

### Changement de tactique

Dans les années qui viennent, l'OTAN doit continuer à tenir à distance les Soviétiques en Europe occidentale, car notre succès même leur a imposé un changement de tactique. Nous ne devons jamais, même pour un instant, abaisser notre garde. Nous devons faire en sorte que nos forces conventionnelles de protection soient toujours modernes et bien équipées de façon à ne pas avoir à compter entièrement sur la guerre nucléaire. Mais il se pourrait que nous ayons à modifier les règlements fondamentaux de l'OTAN afin que celle-ci se charge de la solution de tous les problèmes d'origine soviétique, partout où ils se posent. Les Soviétiques ont entrepris de nous « enterrer » et ne sont pas disposés à jouer le jeu selon nos règles.

Un autre problème va se poser à l'OTAN dans les années qui viennent. Il n'est pas strictement militaire, mais il a des prolongements humains et sociaux. C'est le problème des régions sous-développées du

monde. Il intéresse l'OTAN pour la simple raison que la mer constitue la grande route entre les pays développés et les pays sous-développés, entre ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien. Pour faire face aux épreuves qui marqueront les années à venir, les pays membres de l'OTAN devront assurer une défense commune, mettre au point une stratégie commune dans les domaines militaire, économique, politique et psychologique, de façon à pouvoir créer un monde viable, générateur de liberté et de progrès, et empêcher le bloc sino-soviétique de miner les assises de ce monde. Les ressources de la Communauté Atlantique sont grandes; elles doivent être mobilisées jusqu'au bout. Parmi ces nombreuses ressources, les grandes mers, sous le contrôle du monde occidental, ont une valeur qui domine toutes les autres.

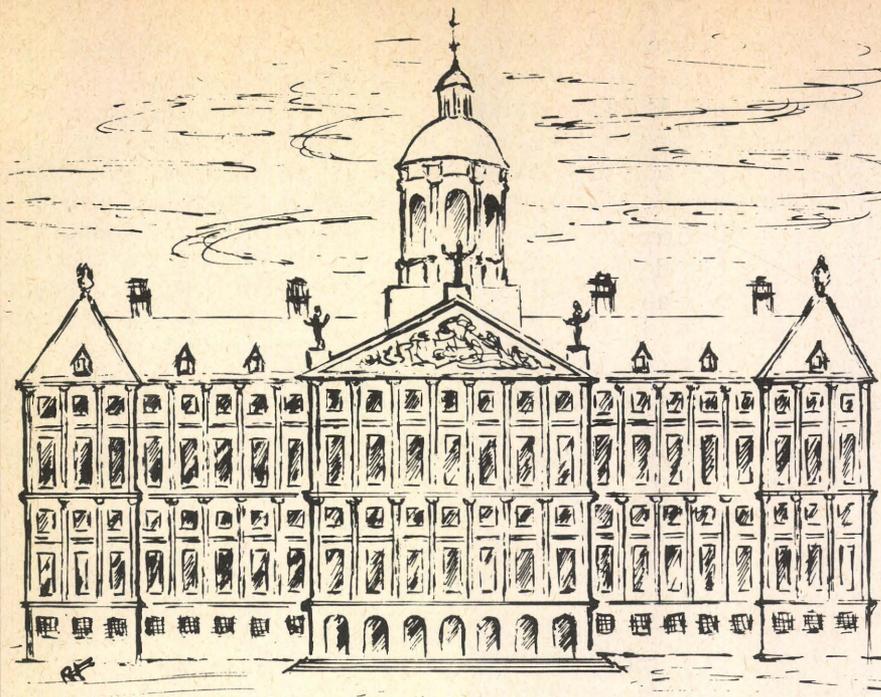
VICE-AMIRAL R.M. SMEETON  
Adjoint SACLANT



Le Vice-Amiral Richard M. Smeeton, C.B., M.B.E., est Commandant Suprême Adjoint des Forces Alliées de l'Atlantique depuis septembre dernier. En 1941, il devint Adjoint de l'Attaché Naval britannique à Washington et, en 1943, observateur auprès de l'état-major de la Flotte américaine du Pacifique. Parmi ses nombreux autres postes figurent ceux de Directeur des Plans à l'Amirauté de Londres (1957-60) et de « Flag Officer Aircraft Carriers » (1960-62).

*Il faut défendre les voies maritimes qui assurent notre ravitaillement.*





## Lettre d'Amsterdam

UNE enquête menée par l'Université d'Amsterdam a révélé qu'une émission de télévision fut pour les Hollandais le principal événement de l'année écoulée. Il s'agissait d'une émission de charité qui dura 24 heures d'affilée. Le but en était de réunir de l'argent afin de construire un village pour les invalides chroniques qui ne peuvent se maintenir dans une société normale. Après un début hésitant, l'émission obtint un succès spectaculaire. Ce fut une course de générosité. Tout le monde voulait y participer : associations, groupes d'ouvriers, entreprises. Chacun essayait de surpasser son voisin. Le mot « psychose » a même été prononcé, mais c'est là un qualificatif bien lourd pour désigner ce qui anima l'esprit si équilibré de la population des Pays-Bas. Les sociologues furent émus par la puissance de la télévision. Même aux États-Unis, on n'est

jamais parvenu à réunir si rapidement une somme aussi élevée que celle obtenue par l'émission néerlandaise appelée « Open het Dorp » (Ouvrez le Village). Celle-ci rapporta 21 millions de florins, soit près de 2 florins par habitant. L'attrayante animatrice de cette émission, Mies Bouman, est devenue d'un seul coup la femme la plus populaire de Hollande, exception faite des membres de la Famille Royale, mais dépassant même le Ministre des Affaires Étrangères M. Luns.

50 % des personnes interrogées estimèrent que cette émission était plus importante que la solution des problèmes de la Nouvelle-Guinée, de Cuba ou du procès de la Thalidomide. Les chiffres sont trompeurs. On leur fait souvent trop confiance, surtout lorsqu'ils représentent des pourcentages de l'opinion publique. Dans le cas présent, toutefois, ils confirment une théorie déjà répandue et qui contient une

contradiction apparente au sujet du caractère national. Les Hollandais s'intéressent assez peu à la grande politique et, malgré leur réputation d'avoir un solide réalisme, ils sont très sensibles à tout ce qui fait appel à la solidarité et à l'esprit civique. Il en a toujours été ainsi et il n'est pas étonnant que ce trait caractéristique devienne de plus en plus marqué. La cause en est sans doute la liquidation du grand empire que les Hollandais avaient su établir par leur activité commerciale dans le sud-est asiatique. Il s'agissait d'un empire économique plutôt que politique. La décolonisation a moins touché la Hollande qu'on ne l'aurait cru.

Les Hollandais ont dû se replier sur leur propre territoire. Mais ce dernier s'est avéré très exigu et les techniques modernes n'ont fait que le souligner. Grâce à un excellent réseau routier avec une multitude de ponts sur les rivières qui traversent le pays plat de l'Est à l'Ouest, il est possible d'atteindre la frontière en moins d'une heure et demie à partir de n'importe quel endroit. Dans les provinces septentrionale et méridionale, les villes de première ou de seconde importance se sont rapprochées à tel point que l'on a inventé un nouveau nom : « Randstad Hollande » (Conurbation Hollande) qui englobe Amsterdam, Rotterdam et La Haye ainsi que les villes intermédiaires de Leyde, Haarlem et Delft. Ces communautés locales doivent maintenant collaborer afin d'éviter que toute la région côtière ne soit encombrée de constructions. Celui qui travaille à Rotterdam peut faci-



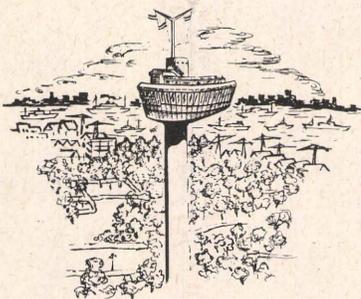
lement rentrer tous les soirs à Wassenaar, faubourg de La Haye. Amsterdam, Halfweg et Haarlem se touchent déjà.

Il y a exactement dix ans — en février 1953 — les digues de la province des îles de Zélande se sont rompues. Une meilleure protection de ces îles fut alors conçue sous le nom de « Plan Delta ». Il s'agit de fermer les principaux bras de mer par des barrages, d'assécher de grandes surfaces de terre et de rendre les îles de Zélande plus accessibles. Ce projet ne vise pas la conquête de nouvelles terres agricoles, comme ce fut le cas pour les travaux du Zuiderzée, mais la protection des îles et la transformation de cette province en un lieu d'agrément pour « Randstad Holland ». Entre cette dernière et le « Plan Delta » se trouve l'« Euro-poort », un gigantesque ensemble portuaire qui se situe autour de Rotterdam et de l'embouchure du Rhin. Ces trois termes frappants s'appliquent à la partie occidentale de la Hollande; quant à la partie orientale, elle s'industrialise systématiquement depuis le gaz naturel dans le nord jusqu'aux houillères dans le sud.

### Preuve de vitalité

Logique et net, tout cela fait preuve de vitalité. Mais en même temps il s'agit d'un domaine assez limité. En comparant ce progrès avec ce qui se passe ailleurs, on a tendance à établir un parallèle avec de grandes agglomérations urbaines plutôt qu'avec des pays. La Hollande compte 12 millions d'habitants — plus que le Grand Londres avec ses 8 millions d'âmes ou le Grand Paris avec ses 7 millions — mais, par la densité de sa population et l'exploitation intensive de chaque kilomètre carré de terre, elle tend à devenir une grande Cité-État plus rapidement que n'importe quel autre pays de sa taille. Le fait d'avoir attaché

tant d'importance à l'émission « Open het Dorp » donne une idée de la mentalité des habitants (ou citoyens) d'un tel pays. Cela prouve qu'il est plus facile de soulever l'intérêt des Hollandais pour une question qui concerne le fonctionnement pratique de leur Cité-État, que pour les grandes entreprises politiques.



Aussi faut-il voir dans cette perspective l'enthousiasme pour l'idée européenne dont fait preuve le Hollandais moyen. Le nom « Euro-poort », montre qu'il considère comme une tâche vitale de fournir à l'Europe un port de première classe et qu'en conséquence il attache une grande importance au « hinterland » européen. Mais il est aussi très conscient de ses liens étroits avec le monde atlantique. Le dos tourné au continent, il regarde vers la mer qui lui est un terrain familier.

Si les récents événements de Bruxelles ont surpris les Hollandais, ce n'était pas seulement à cause du côté politique de l'affaire. Des siècles durant, les Pays-Bas ont été une République avec une dynastie, phénomène unique dans son genre. Ils n'ont jamais aimé les hommes d'État puissants. Le plus important dignitaire au temps de la République était le Grand Pensionnaire. A l'étranger, il recevait des honneurs réservés à un président du Conseil, mais dans son propre pays, on lui faisait comprendre qu'il n'était qu'un serviteur de l'État. Les systèmes administratifs collégiaux, chers aux Hollan-

dais, sont nés de la solidarité forcée des habitants d'un pays situé en dessous du niveau de la mer. Il fallait travailler ensemble pour entretenir et protéger les digues, c'est-à-dire, la sécurité de la vie et des biens.

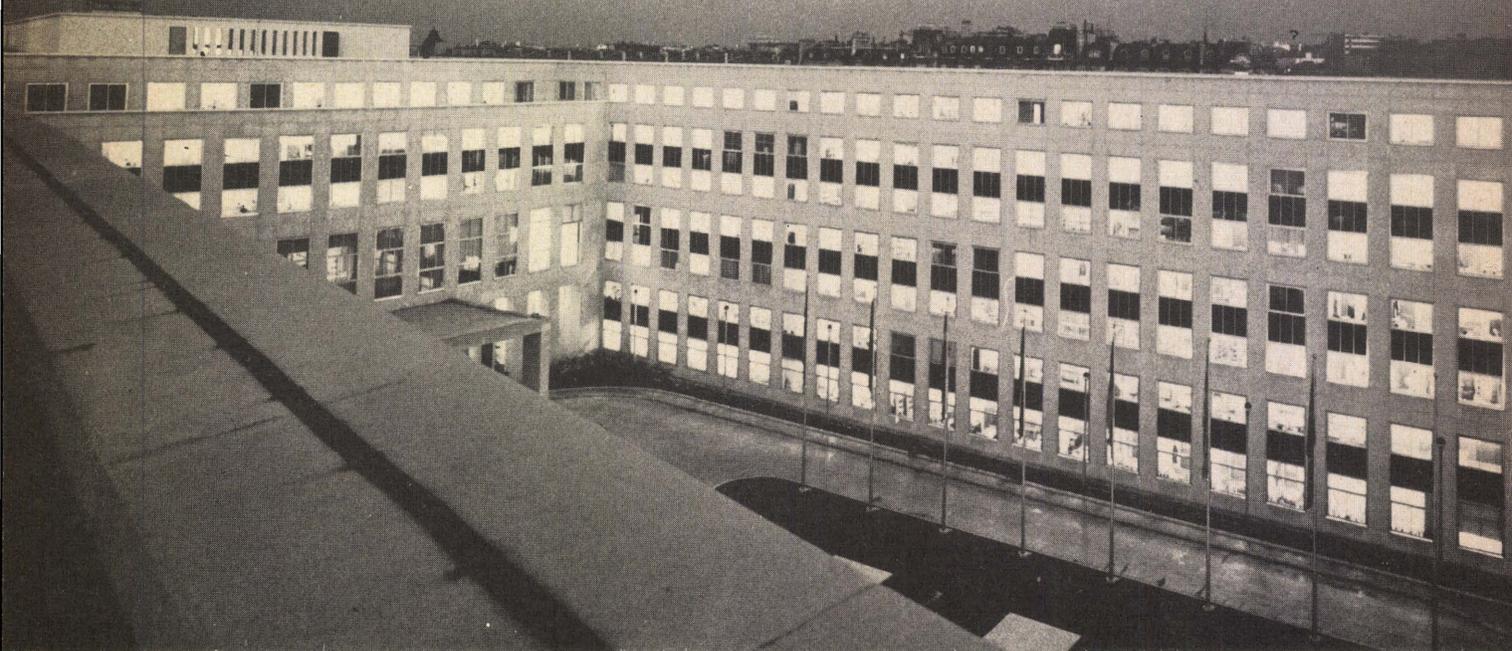
Les Hollandais ont d'autres raisons d'inquiétude. De grands chefs allemands ont qualifié la Hollande de dépôt d'alluvions du Rhin et des dirigeants français ont employé le même terme vis-à-vis de la Meuse. Le pays a été appelé à tour de rôle une « province naturelle » de la France et de l'Allemagne. Aussi la politique de neutralité des Pays-Bas repose-t-elle sur ces considérations. Les Hollandais n'ont jamais témoigné beaucoup de sympathie pour une puissante Europe continentale; pendant l'expérience napoléonienne, l'herbe poussait dans les rues d'Amsterdam.

### Choix atlantique

Il n'est donc pas si étrange que les Hollandais se tournent fréquemment vers leurs plus grands rivaux les Anglais, avec qui ils ont été si souvent brouillés du fait qu'ils ont tant en commun. Leur préférence pour une communauté atlantique n'est pas seulement un choix politique mais aussi la conséquence logique de leur histoire, de leur situation géographique et de leurs intérêts. En fin de compte, les conclusions tirées de l'enquête faite par l'Université d'Amsterdam sont peut-être un peu exagérées. Cuba, la Nouvelle-Guinée et le procès de la Thalidomide ont dû céder le pas à la manifestation de solidarité déclenchée par l'émission télévisée de Mies Bouman. Mais l'on peut se demander si les Hollandais n'auraient pas attaché une importance encore plus grande aux événements de Bruxelles de janvier dernier.

G. B. J. HILTERMANN  
Amsterdam

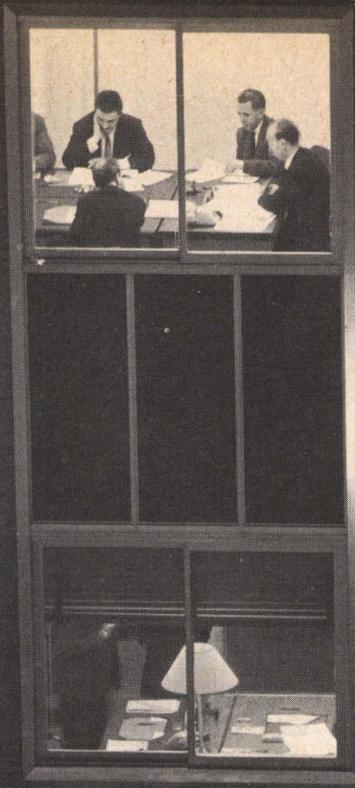
# DANS LES COULISSES DE L'O



Dix-huit heures : d'ici trente minutes, bon nombre de lumières s'éteindront dans les deux mille bureaux et treize salles de conférences, au siège de l'OTAN. Le Secrétaire Général, M. Dirk U. Stikker, échange un dernier mot avec son directeur de cabinet, M. George Vest, et les téléphonistes lancent des appels de dernière minute vers les capitales de l'Alliance.



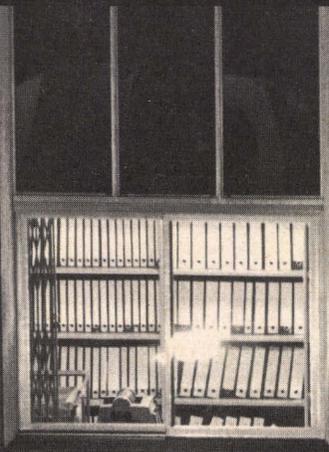
N



Ce store baissé a quelque chose de mystérieux; c'est sans doute une mesure de sécurité contre les téléobjectifs.



Pour les ambassadeurs, les conseillers, les administrateurs, leurs assistants et leurs secrétaires — tous liés à l'Alliance aussi bien qu'à leur pays — c'est la fin d'une journée de conférences, de recherches et de décisions portant soit sur un nouveau modèle d'avion, soit sur la construction d'un pipe-line pétrolier, soit sur un autre problème important pour la défense du monde occidental. Ils représentent quinze pays qui ont redonné un sens au vieil adage : « L'Union fait la force ».





Une heure du matin; ce n'est pas le meilleur moment pour commencer la journée, L'OTAN doit être une des rares administrations qui exige de ses femmes de ménage des garanties de sécurité. Un peu plus tard des « marines » américains armés emportent des sacs de documents périmés. Pour savoir où, il faut s'adresser au Chef du Service de Sécurité. On dit qu'à l'heure où le soleil est enfin levé les dactylos aux pools anglais et français sont déjà en pleine activité. Plus de cent-cinquante stencils sortent quotidiennement de chaque pool. Malgré tous les papiers qui traînent, aucun incendie n'est à craindre; le bâtiment est doté d'un système d'avertissement automatique. Il ne se passe guère de jour sans conférence, et pas de conférence sans documents, lesquels doivent être assemblés puis ajoutés aux quatre tonnes et demie déjà entassées au bureau d'ordre central.





En dehors du fait que l'OTAN fournit du travail à 930 employés, non compris les membres des quinze délégations, son siège est le centre nerveux d'une alliance derrière laquelle l'Europe est devenue forte.





## PLEINS FEUX SUR L'OTAN

### *M. Stikker dans les capitales*

M. Dirk U. Stikker, Secrétaire Général de l'OTAN, qui a repris ses fonctions au moment de Noël après une longue maladie, fait le tour des capitales alliées. Encore quatre peuvent être rayées de la liste : Londres, Rome, Bruxelles et La Haye. Dans leurs villes respectives, il a eu des entretiens avec MM. Macmillan, Fanfani, Spaak et de Quay, ainsi qu'avec d'autres ministres de premier plan.

### *L'OTAN et l'Algérie*

M. François Seydoux, Représentant Permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, a fait une déclaration à ses collègues le 16 janvier dernier relative aux incidences de l'Accession de l'Algérie à l'indépendance sur certains aspects du Traité de l'Atlantique Nord. Le Conseil a constaté que toutes les dispositions de ce Traité qui concernent les anciens départements français d'Algérie sont devenues sans objet à dater du 3 juillet 1962.

### *Le SACEUR visite AFSOUTH*

Lors de la première visite qu'il a faite au Grand Quartier Général des Forces alliées du Sud-Europe depuis sa prise de commandement de toutes les forces alliées en Europe, le Général Lyman L. Lemnitzer a déclaré qu'il comprenait de mieux en mieux comment les forces des quinze pays travaillent ensemble. « Je peux le voir tous les jours dans mon état-major international à Paris — a-t-il dit — et je l'ai très vite constaté ici ». Au cours de son séjour à Naples, le SACEUR s'est entretenu avec l'Amiral James S. Russell, Commandant en Chef des Forces alliées du Sud-Europe et certains membres de son état-major.

### *Le Groupe Permanent au SACLANT*

Des représentants des deux organismes exécutifs de l'OTAN (le Groupe Permanent et le Comité Militaire) étaient invités dernièrement par l'Amiral Robert L. Dennison à visiter les bases navales du SACLANT en Virginie. Les trois membres principaux du Groupe Permanent (l'Amiral Max Douguet de la Marine française, le Général Sir Michael West de l'Armée britannique et le Général Dean C. Strother de l'Aviation américaine) comptaient parmi eux. Ces derniers sont également membres du Comité Militaire en session permanente, dont le président, le Général Adolf Heusinger de l'Armée allemande, les accompagnait. Pendant leur séjour, ils ont inspecté le porte-avions à propulsion nucléaire « Enterprise » et assisté à des manœuvres aériennes.



### *Un Prince héritier à l'OTAN*

Son Altesse royale le Prince Constantin, héritier de la couronne de Grèce, s'est entretenu dernièrement au SHAPE, près de Paris, avec le Général Lyman L. Lemnitzer, Commandant Suprême des Forces alliées en Europe, et à Fontainebleau avec le Général Hans Speidel, Commandant en Chef des Forces terrestres Centre-Europe. Il a aussi rendu visite au Secrétaire Général de l'OTAN, M. Dirk U. Stikker, et a rencontré diverses hautes personnalités politiques et militaires au cours d'une réception donnée en son honneur par l'Ambassadeur Ch. X. Palamas, Représentant Permanent de la Grèce auprès du Conseil de l'Atlantique Nord. Le Prince Constantin, dont les fiançailles avec la Princesse Anne-Marie de Danemark ont été annoncées le mois dernier, a ensuite visité des bases militaires en République Fédérale d'Allemagne, en Belgique, au Danemark et aux Pays-Bas. Sur notre photo, le Prince et M. Stikker arrivent au siège de l'OTAN. Entre eux se trouve M. Palamas.

Le Général Umberto De Martino, Commandant le Collège de Défense de l'OTAN à Paris, a été nommé Président du Conseil Supérieur des Forces Armées italiennes. Cette nomination comporte l'attribution d'une quatrième étoile. Les nouvelles fonctions du Général De Martino n'interromperont pas son mandat au Collège, dont le terme reste fixé au mois d'août 1963.

### *L'Amiral du Secteur Oriental de l'Atlantique*

L'Amiral Sir Charles Madden, nouveau Commandant en Chef du Secteur Oriental de l'Atlantique, s'est rendu le mois dernier au Quartier Général de l'Amiral Robert L. Dennison, Commandant Suprême des Forces alliées de l'Atlantique, à Norfolk (Virginie), pour examiner diverses questions navales. L'Amiral Madden, qui est âgé de cinquante-six ans, est le fils d'un ancien « Sea Lord ». Il a combattu dans la flotte de la Méditerranée pendant la Deuxième Guerre mondiale, et a occupé depuis lors divers postes dont celui d'Amiral à Malte et puis de « Flag Officer Flotillas (Home) ». Avant sa dernière nomination, l'Amiral Madden était Commandant britannique à Plymouth, ce qui couvre deux commandements de l'OTAN : celui du Secteur Centre de l'Atlantique et de la Sous-Zone Plymouth de la Manche.

### *Colloque sur la lutte anti-sous-marine*

Le cinquième colloque annuel sur la lutte anti-sous-marine s'est tenu le mois dernier au Quartier Général du Commandant Suprême des Forces alliées de l'Atlantique. Cette réunion avait pour objet l'évaluation de la menace actuelle et future que représentent les forces sous-marines pour les voies de communications de l'Atlantique Nord. Des échanges de vues ont eu lieu sur la possibilité d'accroître les moyens de lutte anti-sous-marine de l'OTAN. Les pays alliés représentés à ce colloque de trois jours étaient les suivants : Danemark, Allemagne, Grèce, Pays-Bas, Norvège, Italie, France, Portugal, Royaume-Uni et États-Unis. Plus de cent officiers, dont seize amiraux, étaient présents, soit une augmentation de cent pour cent sur la première conférence, en 1957.

### *Consortium d'aide à la Grèce*

M. H. Merle Cochran vient d'être élu président du Groupe de Travail de l'OCDE sur les problèmes de développement à long terme de la Grèce. Il dirige également le Consortium d'aide à la Grèce créé en juin dernier par le Conseil de l'OCDE et composé des pays suivants : Belgique, Canada, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et États-Unis. M. Cochran a été directeur général adjoint du Fonds monétaire international; il succède à M. James W. Riddleberger, nommé ambassadeur des États-Unis en Autriche.

### *Séminaire sur la Grèce et la Turquie*

La section allemande du Mouvement international des Étudiants pour les Nations Unies a organisé le mois dernier à Aix-la-Chapelle un séminaire sur "Le rôle de l'OTAN dans la Méditerranée du sud-est-Grèce et Turquie", auquel ont participé vingt-cinq étudiants grecs et turcs en stage dans le nord de l'Allemagne. C'est la première fois qu'un séminaire sur des questions intéressant purement la Grèce et la Turquie était organisé par un pays allié.

Les problèmes de l'OTAN et de l'Europe seront examinés par des officiers d'active et de réserve des pays du Marché Commun au cours d'un stage qui aura lieu en français à Marly-le-Roi, près de Paris, du 30 avril au 5 mai. C'est le 90<sup>e</sup> stage de ce genre (voir *Nouvelles de l'OTAN*, janvier, page 19) organisé par le Centre International de Formation Européenne (C.I.F.E.). Parmi les sujets qui seront traités figurent les suivants : « Devant le défi global »; « Les structures fédérales comme réponse aux problèmes d'aujourd'hui »; « L'état actuel et perspectives de l'Alliance Atlantique »; « Structures institutionnelles des Communautés » et « Civisme européen ». Le droit d'inscription de 30 F. doit être envoyé au C.I.F.E. (6, rue de Trévise, Paris). Les frais de séjour sont à la charge du Centre et les frais de voyage sont remboursés à 50 % jusqu'à un plafond de 120 F.

### *Les pipe-lines de l'OTAN à la rescousse*

Le réseau de pipe-lines du Secteur Centre-Europe de l'OTAN, qui est l'un des plus longs — et probablement le plus complexe — du monde, a été construit pour alimenter en carburant l'appareil militaire de l'Alliance. Le mois dernier, certaines conduites ont acheminé du combustible domestique et de l'eau douce ! La cause en était le froid, qui a désorganisé les transports de combustibles en République fédérale d'Allemagne et rendu l'eau du Rhin trop saline pour être utilisée dans les systèmes de refroidissement des raffineries de Pernis aux Pays-Bas. Les gouvernements de ces deux pays ont lancé un appel à l'aide et le Comité de l'Infrastructure de l'OTAN a immédiatement pris toutes mesures utiles pour permettre aux pipe-lines les plus proches de répondre aux besoins. Au moment où nous mettons sous presse personne ne sait ce qui se passerait si le Luxembourg venait à manquer de bière !

### *Un film de l'OTAN sur la France*

M. François Seydoux, Représentant Permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, paraît dans un film documentaire tourné pour la télévision par les soins du Service de l'Information de l'OTAN. Ce film, intitulé « la France, alliée atlantique », a déjà été diffusé en Grande-Bretagne par la BBC et au Canada par la CBC. Il est maintenant à la disposition de dix autres chaînes de télévision. Ci-dessous : M. Seydoux devant la camera.





## LE STYLE DE KHROUCHTCHEV

On a dit de M. Khrouchtchev que s'il n'était pas soviétique et s'il voulait concourir pour un emploi officiel dans un pays non communiste, il aurait sans doute peu de difficulté à se faire élire à n'importe quel poste, du plus humble au plus élevé. Bien que cela soit une nette exagération, on y trouve néanmoins un trait de son caractère qui ne devrait pas être perdu de vue par les pays occidentaux. Contrairement à Staline, Khrouchtchev est un éloquent démagogue capable de faire appel aux instincts de ses compatriotes pour soutenir des politiques ou des actes fondamentalement indéfendables. Pour donner un exemple de son style, nous reproduisons ci-dessous des extraits du discours qu'il a prononcé le 12 décembre dernier devant le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. et dans lequel il cherche à justifier le rôle de son gouvernement pendant la crise de Cuba en octobre 1962. Afin de ne pas risquer de trahir la pensée de M. "K", nous n'avons rien changé à la traduction française officielle publiée en Union Soviétique.

« De nos jours, les impérialistes ne peuvent pas ne pas compter avec la puissance croissante de l'Union soviétique, des pays socialistes. Nous avons suffisamment de puissantes fusées intercontinentales pour riposter à l'ennemi s'il déclenche la guerre. Il convient de rappeler aux militaristes qui se vantent d'avoir contre l'Union soviétique des sous-marins avec à bord des fusées Polaris et d'autres « surprises » comme ils disent, que nous n'avons pas non plus, les deux pieds dans le même sabot. (*Applaudissements dans la salle.*) Pourquoi est-ce que j'évoque des choses aussi peu agréables que l'action des fusées intercontinentales et des sous-marins atomiques? Mais parce que certaines personnalités des États-Unis et des pays qui sont leurs alliés nous y contraignent par leurs déclarations irresponsables.

Au plus fort des événements autour de Cuba lorsque cela commençait à sentir le brûlé, de nombreuses personnalités occidentales ont dit qu'il fallait rechercher des solutions raisonnables aux questions en litige pour conjurer la guerre. Et maintenant que l'état de commotion est passé, certaines de ces personnalités commencent à dire que les questions en litige doivent être réglées par des concessions d'un seul côté. C'est une politique peu intelligente et dangereuse. Nous ne sommes pas surpris de voir Adenauer et consorts tenir le rôle du chef dans l'orchestre désordonné des tenants de la « politique de fermeté ». Les revanchards ouest-allemands depuis de nombreuses années sont au service de la sale besogne consistant à attiser des conflits et accoutrent toujours avec la poudre là où une crise s'amorce. Ils brûlent d'envie de verser de l'huile sur le feu pour qu'une guerre éclate. Adenauer rêve de revanche, c'est pourquoi il envisage tous les événements internationaux sous un seul angle : comment, sous prétexte qu'il est indispensable de faire face à l'Union soviétique et aux pays du camp socialiste, obtenir plus d'armes pour la Bundeswehr, comment provoquer un affrontement entre l'Union soviétique et les États-Unis.

### Chancelier de la guerre froide

Néanmoins, je voudrais dire à Monsieur le chancelier de la guerre froide qu'il a vainement manifesté sa joie, au sujet de la « fermeté » occidentale qui nous aurait contraints à retirer les

fusées de Cuba. J'ose vous assurer, Monsieur le chancelier, que lorsque nous avons décidé de mettre en place une quarantaine de nos fusées à Cuba, nous avons gardé intacte pour ainsi dire votre « ration » au cas où vous auriez perpétré une agression en Europe. (*Rires et applaudissements dans la salle.*) Et maintenant qu'à votre « grande joie » nos fusées sont revenues de Cuba, nous les avons ajoutées aux moyens de défense qui protègent nos frontières occidentales. (*Applaudissements.*) De quoi vous réjouissez-vous, Monsieur Adenauer? On dirait que vous avez oublié une règle élémentaire de l'arithmétique : la somme — en l'occurrence la puissance de la riposte soviétique — ne change pas même lorsqu'on intervertit l'ordre des facteurs. (*Longs applaudissements.*)

Il faut dire qu'à présent, lorsque le monde est devenu plus tranquille, outre Adenauer certaines autres personnalités commencent à prôner la « politique de fermeté ». Monsieur Home, ministre anglais des Affaires étrangères, a déclaré, par exemple, il y a quelques jours que « certains indices témoignent qu'après l'histoire dégringolante avec Cuba les Russes reverront peut-être leur rôle dans la communauté internationale », c'est-à-dire commenceront à céder en tout au bloc de l'OTAN. Il a dit qu'à présent c'est de cette façon justement que l'Union soviétique devait « tenir compte » des leçons de Cuba. Le ministre britannique des Affaires étrangères devrait pourtant savoir que l'Union soviétique tient toujours compte comme il se doit des leçons des événements internationaux...

### L'histoire du lièvre

Des appels belliqueux à la « fermeté » retentissent de nouveau aux États-Unis également. Que peut-on dire de ces vantards intempestifs? Ils ressemblent au lièvre du récit de chasse. Un chasseur était à la chasse avec ses chiens, les chiens prirent en chasse un lièvre. Ce dernier, pendant longtemps les tint à distance mais finalement les chiens commencèrent à le rattraper. Soudain il vit un trou, y plongea et, oh horreur, il s'aperçut qu'il était dans un trou de renard où il y avait des renardeaux. Le lièvre s'effraya et demanda d'une voix faible et engageante : « Et où est votre maman, mes petits ? » (*Rires dans la salle.*) « Maman est allée chercher une poule pour nous donner à manger », répondirent les renardeaux. Alors le lièvre s'enhardit et lança d'une voix brutale : « Quel dommage, je lui aurais fait voir... » De même certains politiciens occidentaux disent maintenant : quel dommage, nous aurions fait voir à l'Union soviétique. Eh bien essayez donc, messieurs!... (*Applaudissements.*)

Est-il possible que Cuba soit de nouveau attaqué? Naturellement, on ne peut se porter garant des actes des militaristes fous, mais on peut dire en toute assurance qu'une fin aussi peu glorieuse que celle d'Hitler, de Mussolini, et des autres barbares qui ont précipité le monde dans le gouffre de la guerre, attend tous les insensés qui oseraient déclencher la guerre. (*Longs applaudissements.*) Néanmoins, on se demande légitimement : nous avons réussi à conjurer la guerre dans le cas de Cuba à l'aide d'un compromis raisonnable, et alors que le monde se trouvait littéralement à deux doigts de cette guerre, mais sera-t-il possible si les impérialistes serrent à nouveau le nœud, tout au moins de la relâcher? Cela on ne peut le garantir.

En effet, figurons-nous un instant que le nœud se serre en Europe, par exemple au sujet de la conclusion d'un traité de paix allemand. Et figurons-nous que les militaristes américains et les critiques qui les poussent dans le genre d'Adenauer, affirment que la « fermeté » est profitable à l'Occident et que pour cette raison il faut faire preuve d'encore plus de rigidité. On peut répondre à ces messieurs : peut-être croyez-vous que sous votre pression nous nous engagerons à évacuer les fusées d'Union soviétique ou bien que nous seront effrayés par la menace d'un bombardement? Je vous déclare tout net messieurs, si vous construisez votre politique sur de tels calculs, vous vous tromperez cruellement! »



# Nos Lecteurs Ecrivent

nous

## LE GRAND ALLIÉ

J'ai lu, je dois le dire, avec effacement la lettre de votre lecteur, M. G. Rombouts, dans le numéro de février. Je suis Belge moi aussi et comme votre lecteur je n'ai guère apprécié la position des États-Unis à l'égard du Katanga, mais de là à dire que les États-Unis ne sont pas les alliés de l'Europe et de mon pays en particulier il y a de la marge.

L'erreur c'est de considérer la politique américaine sous l'angle restreint de la position des États-Unis devant le problème de la décolonisation. Il est certain que vis-à-vis de ce problème les attitudes de certains alliés de l'OTAN divergent dans une large mesure.

Mais il y a tout le reste. Votre correspondant déclare que les États-Unis n'agissent que par intérêt. L'accusation est drôle car je ne connais pour ma part aucun pays qui agit à l'encontre de ses intérêts, mais s'il y en a un dont la politique peut parfois être déterminée, à tort ou à raison, par des considérations morales ou sentimentales c'est bien les États-Unis. Il n'est pas douteux que bon nombre de pays européens, s'ils s'étaient trouvés à la place des États-Unis, n'auraient jamais encouragé, comme ces derniers l'ont fait, l'unification européenne.

Enfin je ne comprends pas que l'on puisse écrire : « Vive l'OTAN, mais sans les États-Unis ». Votre correspondant ignorerait-il que la puissance de l'OTAN est pratiquement assurée par les États-Unis qui assument pour le surplus 80 % des charges financières de l'ensemble de l'effort de Défense de l'Alliance Atlantique.

On peut avoir des rancœurs comme en a votre correspondant, mais de grâce qu'on ne se laisse point aveugler par elles au point de perdre toute objectivité. Plaise au ciel que nous ayons toujours un allié qui en retour de ce qu'il nous donne se montre si peu exigeant. Avec l'Union soviétique, les choses croyez-moi iraient tout autrement.

M. DE JONGHE  
Tennispad  
Knokke (Belgique)

## UNE UNION ANTI-NUCLÉAIRE

Dans le numéro de décembre des *Nouvelles de l'OTAN*, M. H.A.J. Martin, de Cambridge, a soulevé à propos d'une union anti-nucléaire un certain nombre de points que je désirerais discuter. Je comprends l'opposition de M. Martin concernant les bombes atomiques. Je pense que le monde entier serait heureux qu'elles n'existent pas, mais malheureusement elles existent à l'Est comme à l'Ouest. On estime que pour le pays qui les détient, elles sont le symbole de la solidité et de l'intangibilité de sa puissance. L'URSS cherche à imposer le communisme au monde au nom du progrès et du bonheur de l'humanité. Il serait plus facile d'atteindre cet objectif si l'Ouest n'avait pas de bombes atomiques, car la simple menace de la guerre nucléaire l'obligerait alors à choisir entre la destruction par les armes atomiques ou la conversion au communisme. Comme l'a dit déjà M. Paul-Henri Spaak, l'équilibre de la crainte n'est certes pas l'équilibre idéal, mais il vaut

mieux à tout prendre (puisqu'il est le seul possible aujourd'hui) que l'absence d'équilibre. D'ailleurs, aucune des deux grandes puissances mondiales ne pense plus atteindre ses objectifs politiques grâce à l'emploi des armes atomiques.

La déclaration de M. Martin, aux termes de laquelle les dirigeants des pays sont évidemment incapables d'obtenir la paix par un marchandage me semble erronée. Le Président Kennedy et le Président Khrouchtchev ont bien fait comprendre lors de la crise de Cuba qu'ils tenaient essentiellement à sauvegarder la paix. M. Martin parle de marchandage, comme si la paix pouvait se marchander ! Actuellement, la seule chose que l'on pourrait échanger contre la paix du monde c'est la perte de la liberté.

La situation politique du monde actuel oblige tout pays épris de liberté à faire partie d'une vaste alliance militaire. L'alliance des pays de l'OTAN est purement défensive. Pourquoi M. Martin demande-t-il que l'Angleterre quitte l'OTAN ? Même le Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, qui symbolise le neutralisme, a compris que cela est impossible aujourd'hui. Après 1945, les trente divisions du « Bouclier » avaient devant elles plus de 200 divisions mobiles russes. C'est grâce à la contribution de défense des États-Unis qu'il fut possible de rétablir l'équilibre renversé. Cette contribution comprend entre autres choses les bases américaines au Royaume-Uni, qui ne protègent pas uniquement l'Angleterre mais tout le monde libre et dont M. Martin souhaite la suppression.

EDUARD BEISCHALL  
Christian-Wilner-Strasse 8,  
Lebenstadt (Allemagne)

## LES RUSSES ET LE DÉSARMEMENT

Se référant à ma lettre parue en juillet-août, M. Tomkinson déclare (dans votre numéro de janvier) que je préconise en réalité le maintien des essais nucléaires sans aucune tentative pour les arrêter. En fait, j'ai dit : « Il serait inutile — aussi bien que dangereux — de conclure un accord qui ne prévoit pas sa propre mise en vigueur », ce qui n'est pas pareil. Les milieux scientifiques reconnaissent dans l'ensemble que les limites théoriques de développement des armes nucléaires ont été largement atteintes ; on peut donc raisonnablement compter sur un certain accord à ce sujet.

Il souligne aussi que ma logique est assez lamentable. Pourtant c'est la logique même de l'Histoire qui, à certains égards, pourrait être considérée comme non moins lamentable. Sous cet angle, il est impossible de contester mon hypothèse concernant l'expansion du communisme, à moins de souscrire aux vues de Moscou. Est-il possible, après les innombrables réunions sur le désarmement où l'Ouest a tout fait pour satisfaire aux demandes légitimes des Russes, de dire que ces derniers ont vraiment voulu parvenir à un accord ? A moins que l'on adopte encore ici le point de vue soviétique. Autrement, aucune personne bien informée ne peut croire que les gouvernements communistes d'Europe orientale survivraient longtemps s'ils n'étaient pas soutenus par des forces armées.

Dans les circonstances actuelles personne ne croit que l'URSS veut la guerre, mais elle tient à ce que ses forces armées maintiennent leur emprise sur ceux qu'elle domine et intimident ceux qu'elle ne domine pas. Elle peut d'ailleurs le faire sans danger, sachant qu'elle ne risque pas d'être attaquée par les puissances occidentales. Il est naturellement possible d'obtenir certains résultats dans le domaine du désarmement, mais je ne suis pas très optimiste à ce sujet. Il me semble plutôt que la situation actuelle durera encore assez longtemps. Les Russes éviteront néanmoins tout geste irrémédiable dans le double espoir que l'Ouest, s'il ne se passe rien dans le domaine militaire actif, relâche ses efforts ou inversement qu'un événement quelconque donne au monde communiste une position prépondérante.

L. GAY  
53, Clarence Road  
Bristol (Grande-Bretagne)

La lettre de votre correspondant, M. E.M. Tomkinson, publiée dans votre numéro de janvier, révèle une totale incompréhension de la formation communiste. M. Tomkinson déclare : « Les Soviétiques disent que le communisme triomphera sans aucun doute à travers le monde, donc à quoi bon vouloir imposer par la force ce qui doit nécessairement se produire ? » Et pourtant peut-on citer une seule victoire communiste qui n'ait pas été obtenue par la force ? Depuis le renversement de l'Assemblée constituante légalement élue en Russie par les Bolcheviks en janvier 1918 jusqu'à la conquête des États satellites de l'Europe orientale et centrale, tout s'est accompli par la force et par la menace de la force. Aucun pays, pas même la Russie, n'a choisi le communisme en raison de sa supériorité. Des millions de gens l'ont fui dès qu'ils en ont eu la possibilité.

M. Tomkinson déclare plus loin : « Ils (les Soviétiques) se sont proposés, à l'origine, d'établir une dictature du prolétariat dans tous les pays, grâce à des méthodes pacifiques ou même violentes ». Cette idée est entièrement fautive. Depuis le « Manifeste du Communisme », tous ses principaux théoriciens ont souligné le fait que le communisme ne peut pas être instauré par des moyens pacifiques mais exclusivement par la force et par la violence. Ce point a été sans cesse rappelé par Lénine dans ses divers ouvrages et aussi par Staline dans son œuvre principale « Les problèmes du Léninisme ». La doctrine de la « Coexistence pacifique » de M. Khrouchtchev n'exclut pas la guerre, et le Premier Ministre soviétique a souvent reconnu qu'il était lui-même un Léniniste.

Là-dessus votre correspondant ajoute que si les Russes « laissent l'Ouest se désagréger de façon délibérée, ils restent toujours attachés à leur objectif initial ». Mais les Russes ne laissent pas l'Ouest se désagréger de lui-même. Ils ne cessent au contraire de l'attaquer, sur le plan politique, idéologique et économique, ce qui est, comme les chefs communistes l'ont maintes fois rappelé, la véritable signification de la « coexistence pacifique ». D'ailleurs, l'Ouest ne se désagrége pas. Il est plus fort et plus prospère à tous égards que le monde communiste. Ce qui explique pourquoi des millions de réfugiés ont rejoint et rejoignent encore le monde libre. Le communisme ne peut maintenir son pouvoir sur les masses que par la force, comme il le fait actuellement dans l'Allemagne de l'Est. Le Mur de Berlin est le monument élevé à son échec dans la compétition loyale avec l'Ouest pour gagner les cœurs.

Le communisme n'a jamais pu rien conquérir par l'exemple et la persuasion. Son seul espoir est d'utiliser l'arme de son choix : la force. C'est pourquoi les pays démocratiques doivent être forts s'ils veulent échapper au destin de la Hongrie et des autres victimes de l'impérialisme soviétique. Le puissant bouclier que constitue l'OTAN doit être soutenu et renforcé.

H. W. HENDERSON  
II, Prospecthill Crescent  
Glasgow (Grande-Bretagne)

#### LES PAYS-BAS ET LA NOUVELLE-GUINÉE OCCIDENTALE

La lettre de Joh. Ranzijn, Jr. parue dans votre numéro de janvier, semble s'appuyer sur une interprétation erronée des faits. Comme le Dr. Djalal Abdoh, Administrateur des Nations Unies pour la Nouvelle-Guinée occidentale, l'a déclaré dans son message de Nouvel An à la population du pays, l'Accord entre les Pays-Bas et l'Indonésie garantit aux habitants l'octroi des droits et libertés, y compris le droit à l'autodétermination. L'Indonésie assumera la direction administrative du pays à la place des Nations Unies à partir du 1<sup>er</sup> mai 1963, mais elle sera tenue aux termes du Traité de prendre les mesures permettant d'aboutir à l'autodétermination (prévue pour 1969.)

W. J. BARNES  
II, Broxbourne Road,  
Orpington, Kent (Grande-Bretagne)

#### TITRE ET CONTENU DE LA REVUE

S'il est jugé utile de changer le titre de la publication *Nouvelles de l'OTAN*, je voudrais vous proposer celui-ci : « L'Étoile du Nord », avec le mot OTAN en dessous. Ce titre, dont un inconvénient probable serait d'avoir une analogie avec celui de la revue soviétique « L'Étoile Rouge », aurait, par contre, son équivalent propre dans toutes les langues de l'Alliance, ce qui assurerait une appellation uniforme. Il serait aussi en bonne harmonie avec l'emblème de l'OTAN.

SÉLIM BEL  
33, rue Damesme  
Paris (France)

En raison du fait que le terme « OTAN » a souvent une signification militaire et que votre revue traite de sujets qui débordent le cadre militaire, j'estime que dans votre titre le mot « OTAN » devrait être remplacé par l'adjectif « atlantique » et « Nouvelles » par « Magazine », « Revue » ou autre chose de ce genre.

HELMUT M. SCHAFFER  
Bendorfer Strasse 60,  
5415 Engers (Allemagne)

Pourquoi changer votre titre, qui est devenu familier à l'œil et à l'oreille ? *Les Nouvelles de l'OTAN*, dans sa présentation et son contenu, s'est fait connaître sous sa forme actuelle. N'y touchons pas, surtout puisque les nouveaux titres proposés ne sont ni drôles ni originaux. Il ne faut pas bouleverser les habitudes lorsqu'il n'y a pas de raison valable pour changer le titre. Bref, le terme « Nouvelles » a quelque chose de personnel qui nous fait croire que nous sommes dans le coup.

FRANZ K. WAECHTER,  
Poppelsdorfer Allee 15,  
Bonn (Allemagne)

Je suis de l'avis de l'éditeur de Munich, dont la lettre a paru dans votre numéro de novembre. Pourquoi modifier votre titre ? L'importance d'un titre de publication est, d'ailleurs, extrêmement relative. Pour donner un seul exemple, les meilleurs titres français : « Le Journal », « Le Matin », « La Presse », etc. sont tombés en désuétude.

Ce qui, par contre, me paraît devoir retenir votre attention est le contenu de votre Revue, maintenant mieux présentée et très heureusement illustrée. Un long article sur les bienfaits de la sécurité sociale britannique, pourvoyeuse de dentiers et de perçues, entre-t-il dans le cadre de votre publication spécialisée dans la défense de l'Occident ? La bibliographie est regrettamment sommaire et nous laisse ignorer le réarmement de Formose, celui de l'Afrique du Sud et de quelques autres bastions de la résistance du Monde libre.

ROBERT BOUCHARD  
Conseiller de Presse et d'Édition  
16, place Vendôme, Paris (France)

La correspondance au sujet du titre des *Nouvelles de l'OTAN* m'intéresse beaucoup. Je trouve que vous ne devriez pas changer ce titre. L'Alliance Atlantique est censée être une famille de nations de l'Occident libre et cela me semble vrai. Or, dans une famille il faut faire circuler les « nouvelles » parmi tous les membres. C'est la raison pour laquelle je considère que « Nouvelles de l'OTAN » est le titre qui convient le mieux à votre revue.

JORG BORNING  
Mesmerstrasse 4,  
5 Köln-Buchforst (Allemagne)

## M. JEAN MONNET ET L'AVENIR DE L'UNITÉ EUROPÉENNE

*Voici de larges extraits d'un discours prononcé par M. Jean Monnet, Président du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe, le 23 janvier dernier (c'est-à-dire peu de temps avant la rupture des négociations de Bruxelles entre la Grande-Bretagne et le Marché Commun). M. Monnet prenait la parole à New York, où il recevait le « Prix de la Liberté » décerné chaque année par une fondation privée américaine qui existe depuis 1941 et dont le but est de promouvoir les idéaux de liberté en s'opposant au totalitarisme :*

« A mon avis, les pires ennemis de la liberté ont été, et sont toujours, l'esprit de domination et sa conséquence, la menace de guerre. Tandis qu'à l'intérieur de nos frontières, nous avons organisé la liberté et nous avons maintenu, d'un commun accord, le régime de la loi qui, dans une large mesure, élimine l'esprit de domination, sur le plan international, nous continuons à maintenir la paix au moyen de la force. Maintenant il faut dépasser nos frontières et créer de nouvelles formes de relations entre les pays.

La tâche qui est devant nous clairement, est de compléter l'union de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, et de développer progressivement une association vigoureuse de partenaires égaux entre l'Europe et les États-Unis. Une telle association est nécessaire à l'organisation de la paix du monde et au maintien de la liberté. Car, au fur et à mesure que nous nous acheminons vers l'union de l'Occident, nous créerons les conditions favorables à l'établissement d'une paix durable entre l'Ouest et l'Union soviétique. Naturellement, le processus de réalisation de tels objectifs implique un grand changement dans la forme des relations qui existent aujourd'hui entre nos nations. Ceci ne saurait aller sans difficultés.

Je voudrais vous parler de celle qui est à notre esprit à tous aujourd'hui, et qui est la plus grande présentement. Il est plus qu'important, il est indispensable, que la Grande-Bretagne se joigne à notre Communauté Européenne dans les mêmes conditions que les Six. Nous devons nous rappeler, comme l'ont prouvé les deux guerres mondiales, que lorsqu'on en arrive aux questions fondamentales, la Grande-Bretagne fait partie de l'Europe. En Angleterre et sur le Continent, nous devons nous libérer de la conception périmée et statique que la Grande-Bretagne, parce qu'elle est une île, est vouée à être insulaire; qu'elle n'appartient pas à l'Europe et que sa politique commerciale et ses intérêts la tiendront toujours à l'écart de la tendance naturelle qui conduit l'Europe à s'unifier.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté Européenne serait bonne pour la Grande-Bretagne, pour l'Europe, pour l'Ouest et pour la paix du monde. Tous ceux qui ont participé à l'unification européenne savent, par leur propre expérience, que les difficultés rencontrées à quelque moment que ce soit, finalement ne comptent pas si l'objectif n'est pas perdu de vue.

## Douze années de travail

C'est récemment seulement que le monde s'est rendu compte de la réussite de l'unification économique européenne et voit poindre l'unification politique, mais cette soudaine prise de conscience néglige douze années de travail et souvent de difficultés sérieuses qui ont précédé. Lorsque le Traité pour une Communauté Européenne de Défense a été rejeté en 1954, la plupart des observateurs compétents ont pensé que l'unité de l'Europe était morte et enterrée. Et cependant, les progrès que nous avons faits pendant les douze années écoulées montrent que, malgré toutes les difficultés, nous sommes sur la bonne voie.

Les pays de l'Europe continentale, la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Bénélux s'unissent dans une Communauté Européenne de près de 200 millions d'habitants. L'Allemagne et la France, qui pendant des siècles ont lutté pour se dominer mutuellement, maintenant se réconcilient parce qu'elles se rendent

compte que leurs destins sont solidaires. Dans la Communauté Économique Européenne, elles poursuivent une action commune qui transforme progressivement leurs relations et les attitudes de leurs peuples. Elles s'engagent maintenant à travailler plus étroitement dans tous les domaines.

Quelles sont les raisons du profond changement qui a lieu? Les pays de la Communauté Européenne ayant décidé que les problèmes économiques qui, dans le passé, constituaient des responsabilités nationales, étaient maintenant des responsabilités communes, des problèmes devenus communs les unissent au lieu de les diviser. Ils sont parvenus à ce résultat parce qu'ils ont établi entre eux des règles et des institutions communes et parce qu'ils ont agi pas à pas, graduellement en fonction de ce qui était possible étant donné les circonstances et en vue des mêmes objectifs.

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier n'a pas été établie simplement pour mettre en commun le charbon et l'acier, mais comme la première étape vers l'unité européenne. Le Marché Commun n'a pas été créé simplement pour établir un meilleur système d'échange des marchandises, ni pour créer une nouvelle puissance. Nous avons eu, et nous avons toujours pour objectif essentiel, la création d'une Europe unie et l'élimination entre les pays et leurs peuples de l'esprit de domination qui, à plusieurs reprises, a mené le monde près de sa perte.

## Des partenaires égaux

Pour produire un tel changement, il était indispensable d'éliminer entre nos pays le sentiment de discrimination qui était la conséquence inévitable de tant de guerres. Pour commencer à unir l'Europe cinq ans seulement après la dernière guerre, il était essentiel que tout le monde comprenne qu'il n'y avait plus de vainqueurs ou de vaincus, mais seulement des partenaires égaux devant la loi commune. Les institutions du Marché Commun fonctionnent de telle sorte que les discriminations entre les pays européens ont maintenant été éliminées.

La Commission Européenne, institution indépendante, est chargée de proposer les politiques économiques de la Communauté. Les Gouvernements nationaux, dont les représentants siègent au Conseil des Ministres, décident des politiques communes proposées par la Commission selon les règles et l'esprit du Traité de Rome. Dans un nombre croissant de questions, les décisions du Conseil n'exigent plus l'unanimité. Les attitudes des peuples d'Europe sont en train de changer rapidement. Les peuples des pays de la Communauté, les producteurs, les agriculteurs, les travailleurs et les membres des professions libérales sont devenus des partenaires dans le changement et adoptent progressivement le même point de vue communautaire. Ce sont les mêmes peuples, mais leurs attitudes l'un à l'égard de l'autre, ont changé. Ceci est le processus même de la civilisation.

Ce processus nous porte plus rapidement et plus loin que personne n'aurait osé espérer après la guerre. La demande britannique d'entrer dans la Communauté Européenne en est un signe. Un autre, c'est le discours du Président des États-Unis le 4 juillet 1962 en vue de la création d'une association de partenaires égaux entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté Européenne. Pour commencer cette association, les États-Unis se préparent à négocier de nouveaux rapports commerciaux à travers l'Atlantique qui doivent servir les intérêts du monde entier.

## Le soutien américain

Depuis le Plan Marshall et le Plan Schuman, le soutien américain à l'unité de l'Europe n'a jamais fléchi. Je peux témoigner de ma propre expérience que ce soutien a été de la plus grande valeur dans l'action qui nous a conduit au point où nous sommes parvenus dans l'unification de l'Europe. Pour la première fois dans

l'Histoire, le pays le plus puissant du monde a aidé les autres à s'unir au lieu de suivre la vieille maxime de diviser pour régner. Mais pendant toutes ces années-là, les États-Unis ont pris leurs décisions seuls. Maintenant, l'association entre des partenaires égaux signifie une nouvelle forme de relations.

Permettez-moi de vous lire ce que le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe a déclaré à ce sujet le 26 juin dernier : « Il s'agit d'une relation de partenaires entre l'Amérique et l'Europe unie, entre deux entités distinctes, mais également puissantes, chacune assumant sa part de responsabilités communes envers le monde. Cette relation de partenaires est naturelle et inéluctable parce que les peuples d'Europe et d'Amérique partagent la même civilisation fondée sur la liberté, et conduisent leur vie publique selon des principes démocratiques communs ».

Ceci a des implications en ce qui concerne la défense. Il faut reconnaître, dans l'ère nucléaire où nous sommes, que tout en faisant tous les efforts en vue du désarmement, nous devons poursuivre et améliorer notre défense commune avec toutes les implications politiques que cela comporte des deux côtés de l'Atlantique.

L'Europe et l'Amérique doivent reconnaître que ni l'une ni l'autre ne défend un pays particulier, mais que toutes les deux défendent leur civilisation commune. Les États-Unis doivent se rendre compte qu'il est naturel que l'Europe demande à partager la responsabilité et la décision en matière de défense, y compris les armes nucléaires, car elles peuvent mettre en jeu l'existence même des peuples européens. Par ailleurs, je crois que les Européens doivent comprendre que la menace nucléaire est indivisible et qu'ils doivent, eux aussi, supporter une part adéquate de la défense commune.

#### Communauté de défense

Aujourd'hui cependant, les pays de l'Alliance Atlantique ont de leurs intérêts immédiats des vues très divergentes; il faut donc, pour qu'un accord soit possible, d'abord parvenir à une conception commune du problème. Pour réaliser une association de partenaires égaux entre l'Europe et l'Amérique, il est nécessaire de créer un intérêt commun toujours croissant par une action commune sur des questions de plus en plus nombreuses. Lorsqu'un intérêt commun suffisant aura été ainsi réalisé, un degré de communauté en matière de défense sera accepté, qui, aujourd'hui paraît utopique.

A mon avis, cependant que nous devons nous efforcer de faire des progrès dans le domaine de la défense, c'est dans le

domaine économique que les résultats les plus rapides peuvent être atteints. Il y a des problèmes économiques urgents que ni l'Europe ni l'Amérique ne peuvent régler seuls. Il s'agit de la stabilité monétaire de l'Ouest, de l'organisation de l'agriculture dans un monde de plus en plus industrialisé, de l'aide pour hâter la croissance des pays en voie de développement et évidemment de la libéralisation du commerce à négocier entre les États-Unis et le Marché Commun.

#### Relations Est-Ouest

Nous savons que la réalisation d'une association sur un pied d'égalité dans le domaine économique ne conduira pas automatiquement à une association de partenaires égaux en matière de défense. En Europe aussi, le Marché Commun à lui seul ne suffira pas à créer l'unité politique. Mais sans le Marché Commun, la question de l'unité politique ne serait jamais devenue une question actuelle. De même, la création des règles et des institutions qui sont nécessaires pour établir une association de partenaires égaux dans le domaine économique changera le concept dans lequel il faut traiter des questions de défense. Ces questions seront vues sous un jour nouveau des deux côtés de l'Atlantique.

L'unité de l'Europe et son association avec les États-Unis sur un pied d'égalité changera non seulement leurs relations mais aussi, d'une manière fondamentale, les relations entre l'Ouest et l'Union soviétique. Aussi longtemps que la Russie pensera que l'Ouest peut être divisé, elle sera tentée de modifier en sa faveur l'équilibre des forces.

En organisant de nouvelles formes de relations entre les pays de l'Occident, nous démontrerons à la fois à nous-mêmes, à l'Union soviétique et au reste du monde, par l'unité de l'Europe et par son association sur un pied d'égalité avec les États-Unis, que l'Occident ne peut pas être divisé. Alors existeront les conditions nécessaires à l'établissement d'une paix durable entre l'Union soviétique et nous-mêmes.

Je crois que cette évolution peut se produire plus rapidement que nous ne l'imaginons aujourd'hui. Mon espoir se fonde sur l'expérience de l'unification européenne. Cette expérience le démontre, lorsque les gens sont convaincus qu'une situation nouvelle est inévitable, ils s'y adaptent d'eux-mêmes, et en le faisant, hâtent le changement en cours. Ceci est aujourd'hui la voie où il y a le plus d'espoir d'assurer la paix et de consolider la liberté. »

### “PRIX DE LA LIBERTÉ” 1943-1962

- 1943 M. Walter LIPMANN, journaliste et écrivain
  - 1944 M. Sumner WELLS, Sous-Secrétaire d'État américain
  - 1945 Le Général Dwight D. EISENHOWER
  - 1946 M. Bernard BARUCH, économiste
  - 1947 Le Général George C. MARSHALL
  - 1948 Le Sénateur Arthur H. VANDENBERG
  - 1949 M. David E. LILIENTHAL, homme d'affaires et écrivain  
Le Général Lucius CLAY, Gouverneur Militaire américain en Allemagne
  - 1950 M. Dean ACHESON, Secrétaire d'État américain
  - 1951 M. Paul HOFFMAN, Administrateur pour la Coopération Économique
  - 1952 M. George F. KENNAN, Ambassadeur des États-Unis en URSS
  - 1953 Force des NATIONS UNIES EN CORÉE
  - 1954 M. Edward R. MURROW, commentateur à la radio américaine
  - 1955 Sir Winston CHURCHILL
  - 1956 M. Louis MUNOZ MARIN, Gouverneur de Porto Rico  
Le Président MAGSAYSAY des Philippines
  - 1957 COMBATTANTS HONGROIS pour la liberté
  - 1958 La GAZETTE d'ARKANSAS
  - 1959 M. Paul-Henri SPAAK, Secrétaire Général de l'OTAN
  - 1960 M. Alan PATON, écrivain et homme politique sud-africain
  - 1961 M. Willy BRANDT, Maire de Berlin-Ouest
  - 1962 M. Jean MONNET, Président du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe
- M Wendell WILLKIE, homme politique américain, a également reçu le « Prix de la Liberté » à titre posthume après sa mort en 1944.



# LIVRES

## DIX-HUIT LEÇONS SUR LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

par Raymond Aron

(Gallimard, Paris, 375 pages, 4,80 francs)

Répondant aux sollicitations du directeur de la collection « Idées », M. Raymond Aron a autorisé la publication d'une partie d'un des cours de sociologie qu'il professe à la Sorbonne depuis 1956. Mais ce serait mal le connaître que s'imaginer qu'il se contente d'exposer les idées reçues, les résultats acquis : au contraire, il pose lui-même des problèmes, et c'est ainsi qu'il est par exemple amené à se demander : « Quelles sont les inégalités que crée le développement des sociétés industrielles ? Est-ce que ce développement accroît la force des classes moyennes, comme le pensait Tocqueville, ou aggrave la lutte des classes, comme le pensait Marx ? Cette question est une manière d'éviter au point de départ l'opposition socialisme-capitalisme et de considérer socialisme et capitalisme comme deux modalités d'un seul et même genre : la société industrielle. Un voyage en Asie m'a convaincu que le concept majeur de notre époque est celui de société industrielle. L'Europe vue de l'Asie n'est pas composée de deux mondes fondamentalement hétérogènes, le monde soviétique et le monde occidental, elle est faite d'une seule réalité, la civilisation industrielle. Les sociétés soviétiques et les sociétés capitalistes ne sont que deux espèces d'un même genre, ou deux modalités de même type social, la société industrielle progressive ».

### Capitalisme et industrie

Pour Raymond Aron, l'avènement de la société industrielle se traduit en même temps par un désir grandissant d'accroître richesses collectives et niveau de vie individuel, et aussi par de nouveaux rapports entre les membres d'une communauté. Le fait essentiel, et qui a créé la rupture, ce n'est pas le capitalisme, c'est l'industrie — la preuve résidant dans le fait que des pays peuvent se passer des « stades » capitalistes et se socialiser en même temps qu'ils s'industrialisent. Plus exactement peut-être, Raymond Aron refuse que le capitalisme soit un stade. D'abord il n'existe plus (et n'a vraiment jamais existé) à l'état pur : il y a toujours eu, et il y a de plus en plus, intervention de l'État, dirigisme souple et planification partielle. Ensuite les fameuses « contradictions » du capitalisme ne sont réelles que dans la mesure où l'on consent à analyser les « contradictions » des sociétés soviétiques. L'éventuelle décomposition d'un certain capitalisme ne conduit pas nécessairement au socialisme, et, si elle y conduit, elle peut très bien retrouver des difficultés quasi identiques dans la mise en commun des moyens de production. Bref, il n'est pas dans l'essence du capitalisme d'échouer ni dans celui du socialisme de réussir, mais l'une et l'autre choses peuvent bien arriver.

### Une thèse erronée

A bien des égards l'étude sur les « modèles de croissance » et le « modèle soviétique » témoigne de la réussite matérielle sur les plans de l'industrie lourde et du charbon du socialisme russe. A d'autres égards, Raymond Aron croit pouvoir établir la réussite du capitalisme américain dans les efforts constants d'adaptation qui ne sont en rien des efforts socialistes. Il estime (comme il l'avait déjà montré dans « La guerre et la paix entre les nations »

que la thèse d'un rapprochement entre un système soviétique libéralisé et un système occidental de plus en plus planifié, reste erronée : le capitalisme le plus réformé n'a rien à voir avec le socialisme le plus réformiste.

C'est ainsi qu'après avoir décrit en détail les types de sociétés industrielles, les facteurs de croissance communs à tous ces types et la socialisation des économies européennes, Raymond Aron note partout des succès et des échecs. Il n'en consent pas moins à observer : « Si nous supposons le maintien du régime soviétique... il se peut que la production industrielle soviétique d'ici quelques dizaines d'années rejoigne celle des États-Unis ». Mais, à propos de l'économie américaine, il déclare : « L'optimisme à terme des marxistes consistait à imaginer que les choses iraient de plus en plus mal dans le système capitaliste, puis qu'à un moment donné, les choses iraient tellement mal qu'il y aurait une explosion; après quoi les choses iraient bien grâce au progrès technique. C'était un optimisme catastrophique... Le pessimisme des anti-marxistes consiste à affirmer simultanément que le régime libéral sera détruit, mais que le régime planifié non seulement sera tyrannique, mais qu'à plus ou moins longue échéance il arrêtera le progrès technique ».

### Fatalité socialiste

Ainsi, pour chacun il y aurait une fatalité socialiste, heureuse pour les uns, malheureuse pour les autres ? Raymond Aron ajoute alors : « Personnellement j'appartiens à l'école probabiliste, je ne crois ni à la nécessité du progrès économique, ni à la nécessité de catastrophes fécondes, ni même à la nécessité de catastrophes définitivement catastrophiques. Je pense que le progrès technique peut aussi bien continuer dans un régime que dans l'autre ».

Ces propos n'étonneront pas, venant de l'auteur de la célèbre « Introduction à la philosophie de l'Histoire », dans laquelle la thèse de la pluralité des causes s'oppose à celle de la nécessité historique. Ils ont cependant plus de solidité dans ces cours, qui traitent concrètement des faits actuels. Et qui concernent des problèmes dont certains font l'objet de controverses politiques. Raymond Aron souligne que les planificateurs soviétiques commencent à connaître le problème de l'adaptation de la production aux désirs des consommateurs, et que, sur ce point, l'économie de l'U.R.S.S. se rapprochera de l'économie occidentale. Il existe deux modèles de croissance économique, mais conduisent-ils à deux types de sociétés industrielles ? La réponse est difficile. Ce qui est probable, c'est qu'« au fur et à mesure de la croissance une économie de style occidental doit absorber certains éléments dits socialistes, qu'une économie de style soviétique doit absorber certains éléments dits capitalistes ». Est-ce à dire que ces sociétés industrielles vont se ressembler ? Non. Le soviétisme « ne se convertira pas nécessairement à l'objectif du bien-être et de la liberté du consommateur », et il n'est pas assuré que « les phénomènes politiques soient déterminés uniquement par les phases de la croissance économique ; la richesse ne suffit pas à répandre la démocratie politique ».

### Contradictions fondamentales

Dans les rapports — de véritables ouvrages ! — qu'il avait présentés lors des deux colloques organisés par le « Congrès pour la liberté de la Culture », l'un à Berlin, l'autre à Rheinfelden, Raymond Aron s'était attaché à mettre en lumière les contradictions fondamentales entre les principes de base de la démocratie et la logique interne du système soviétique. Les conclusions auxquelles il aboutit aujourd'hui, au terme de son étude des sociétés industrielles, n'en prennent que plus de force. En tout état de cause, et quelles que soient les difficultés de la lecture (faisant une part trop grande à l'implicite, Raymond Aron, craignant en outre d'être banal, pêche parfois par excès de concision!), ces « Dix-huit leçons sur la société industrielle » sont certainement l'un des ouvrages les plus profonds les plus excitants, qu'il soit actuellement possible de lire. Il apprend beaucoup. Surtout, il suscite des réflexions, il suggère autant qu'il apporte, il ne peut jamais être tout à fait refermé.

## GERMANY — A SURVEY FOR BUSINESSMEN

(Publié par la Chambre de Commerce de Londres,  
48 pages, 5 shillings)

Les hommes d'affaires désireux d'en savoir davantage sur le commerce en République fédérale d'Allemagne ou qui envisagent d'y ouvrir une entreprise doivent acheter cette nouvelle brochure. Compilée par les soins des Chambres de Commerce de Londres et de Hambourg, cette publication est destinée à répondre à l'augmentation des relations commerciales avec la République fédérale. Elle contient des renseignements sur les importations, les constitutions de sociétés, les impôts, les syndicats ainsi que leurs rapports avec l'industrie et le commerce en Allemagne, la publicité et les moyens de transport. Elle met en lumière le rôle important dans l'économie allemande des organisations commerciales et leurs nombreuses activités qui, dans des pays comme le Royaume-Uni, relèveraient des services gouvernementaux.

## L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

(Publié par l'Association du Traité de l'Atlantique, Londres,  
56 pages, 3 shillings)

Voici le rapport de la 4<sup>e</sup> Conférence d'Étude sur l'Enseignement organisée par l'Association du Traité de l'Atlantique (voir *Nouvelles de l'OTAN*, septembre 1962). Ce rapport a été publié en anglais et en français. Le but de la conférence était d'étudier les problèmes que pose l'enseignement des sujets d'actualité dans les écoles secondaires et la brochure contient des recommandations sur : « Les Objectifs généraux », « L'enseignement civique », « Les problèmes du professeur dans un monde divisé », « La compréhension mutuelle entre Nations » et « Un centre d'information pour enseignants atlantiques », ainsi qu'un résumé des principaux discours de la Conférence.

L'introduction souligne le caractère non officiel de ces réunions. Les participants, bien que souvent désignés par les Ministères nationaux intéressés, n'étaient pas des délégués gouvernementaux et les recommandations adoptées n'expriment que leurs opinions personnelles. La brochure présente un vif intérêt pour les professeurs chargés de l'enseignement civique et des affaires internationales. Ils peuvent y trouver des suggestions d'ordre pratique pour répondre à des problèmes tels que la manière unilatérale souvent adoptée par la presse et la radio pour aborder des questions controversées.

Parmi les discours cités, nous trouvons celui du Dr Richard Hauff, dont l'article « La Nouvelle Génération allemande » sur ce même sujet a été publié dans le numéro de janvier des *Nouvelles de l'OTAN*. Décrivant la place que tiennent les études sociales dans l'Éducation américaine, M. James D. Logsdon, du « Thornton Yownship High Schools and Junior College », discute des problèmes inhérents à la manière communautaire d'aborder l'enseignement élémentaire et secondaire. Soulignant l'utilité de fournir aux élèves des informations objectives sur les diverses idéologies, y compris le Communisme, M. Logsdon estime qu'en qualité d'honnête citoyen d'un pays libre il ne saurait s'opposer à un certain enthousiasme, même de la part du professeur, en faveur de la liberté.

M<sup>lle</sup> Madeleine Camier, professeur agrégée d'histoire au lycée international du SHAPE, donne une image encourageante du système intelligent adopté dans les écoles secondaires françaises pour traiter des affaires mondiales et de l'intérêt spontané des jeunes pour ces questions. Elle souligne, en outre, la variété des méthodes d'enseignement qui résulte des idées personnelles de chaque professeur. M. Stephen Surrey, professeur d'histoire à la « Barton Peverill Grammar School », note les progrès importants réalisés dans ce domaine en Angleterre, mais déplore que des milliers de candidats traitent de questions où l'histoire humaine s'arrête en 1900, en 1914 ou tout au plus en 1939. Il fournit un résumé de son propre programme d'enseignement en la matière

pour des filles et des garçons d'une quinzaine d'années, exposant brièvement la manière dont il aborde les principaux problèmes mondiaux du xx<sup>e</sup> siècle.

Le professeur Adriano Gallia, qui enseigne la philosophie et l'histoire au « Liceo Scientifico di Lodi », rend compte de la révolution intervenue en Italie dans l'enseignement des affaires internationales à la suite du décret promulgué par le gouvernement italien en juin 1960. Il explique comment les manuels scolaires ont été adaptés aux nouveaux principes d'enseignement. En outre, il signale la dernière création de la Radio-Télévision italienne, « Telesuola », et montre comment ce programme, lancé en 1958 et destiné surtout aux élèves d'écoles professionnelles ou techniques, fait maintenant partie des cours de l'enseignement secondaire. Par ailleurs, le Comte de Bessborough, Président du Comité de l'Institut de Télévision Scolaire au Royaume-Uni, étudie les diverses créations mondiales dans ce domaine et se félicite de la proposition de l'Association nationale américaine des spécialistes d'émissions éducatives en faveur d'une Assemblée mondiale groupant tous leurs confrères. Ce ne sont là que quelques points parmi tant d'autres abordés dont le seul défaut est peut-être de trop résumer une matière si riche d'intérêt. Le lecteur regrettera, sans doute, qu'il n'ait pas été possible de reproduire les textes complets des exposés.

## KANN EUROPA VERTEIDIGT WERDEN?

(Peut-on défendre l'Europe ?)

(Harald Bolt Verlag, Boppard-Rhein, 212 pages)

Le lieutenant-colonel Gerd Stamp, de l'Armée allemande et ancien officier au SHAPE, a réuni en un livre les vues exprimées par plusieurs chefs militaires des pays de l'OTAN qui ont contribué — ou participent encore — à l'édification de la doctrine militaire de l'Alliance Atlantique. Groupées sous seize têtes de chapitre telles que : « L'Alliance », « La menace soviétique », « La doctrine stratégique de l'OTAN », « Les armes atomiques au sein de l'OTAN », « Désengagement et désarmement », etc., ces déclarations portent sur les problèmes les plus importants de la défense de l'Europe. Parmi les opinions citées figurent non seulement celles des généraux dont les noms sont liés à l'histoire de l'Alliance Atlantique mais aussi celles d'anciens soldats de l'OTAN qui sont moins orthodoxes ou font l'objet de controverses, comme lord Montgomery et le maréchal Juin. L'ouvrage est publié en allemand, mais on espère que des éditions en d'autres langues suivront bientôt.

Aussi utile que soit ce recueil pour tous ceux qui désirent connaître le point de vue de l'OTAN sur les questions politiques et militaires du jour, son principal intérêt réside toutefois dans l'aperçu historique qu'il donne de l'évolution des principes militaires de l'OTAN. La plupart des vues exprimées datent de la période 1954-1961, au cours de laquelle la « politique du bouclier et de l'épée » s'est modifiée. La notion de « pause » est apparue et le problème a surgi de savoir si une guerre classique localisée était possible. Ces changements conduiront-ils à une complète réévaluation des défenses de l'Europe? Le lecteur qui cherche une réponse à cette question s'inspirera des déclarations qu'ont faites les principaux artisans de la défense européenne à une époque de transformations incessantes. Ces exposés témoignent des progrès réalisés dans ce domaine, et les tableaux comparatifs des aérodromes dont disposaient les alliés en 1951 et en 1961 respectivement illustrent le rôle joué par l'OTAN dans le renforcement des dispositifs de défense.

Dans notre dernier numéro, nous avons parlé du livre « Europe's Needs and Resources », publié par Twentieth Century Fund à New York. Nous avons le plaisir de signaler à nos lecteurs qu'une édition française de cet important ouvrage a paru chez Berger-Levrault, à Paris, sous le titre « Besoins et moyens de l'Europe ». Relié pleine toile, il compte 643 pages en format 19 x 28 et coûte 72 F.



# BIBLIOGRAPHIE

Sélection d'articles relevée dans les périodiques reçus au Siège de l'OTAN pendant les mois de décembre 1962, janvier et février 1963. Pour obtenir ces articles, prière d'écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN qui ne peut se dessaisir de ses exemplaires.

## OTAN

- « NASSAU AND NATO »  
Spectator, Londres, 29 décembre, p. 979
- GALE, Général Sir Richard  
« A CASE FOR A NATO DETERRENT »  
European Review, Londres, Hiver 1962-63, p. 11
- MARATEA, Francesco  
« ALL'ORIZZONTE DELLA NATO ANCORA QUINDICI ANNI DIFFICILI »  
(Encore quinze ans difficiles pour l'OTAN)  
Esteri, Rome, 31 décembre, p. 7
- MIKSCHÉ, Colonel F.O.  
« ECONOMIC, TECHNICAL & POLITICAL ASPECTS OF THE EUROPEAN SHIELD »  
Nato's 15 Nations, Amsterdam, décembre-janvier, p. 36
- HALLSTEIN, Walter  
« L'OTAN ET LA CEE »  
Revue de Défense Nationale, Paris, janvier, p. 23
- MONTGOMERY, Maréchal  
« OVERHAUL FOR UNITY »  
Sunday Times, Londres, 13 janvier, p. 11
- PRÉSIDENT EISENHOWER  
« WHERE WE ARE — WHERE WE ARE GOING »  
U.S. News and World Report, Washington, 14 janvier, p. 60  
Dans cette interview exclusive, le Président Eisenhower conseille aux pays de l'OTAN de se donner plus de mal pour consolider leurs défenses.
- « DEFENCE BURDEN: WILL EUROPE PAY ITS SHARE »  
U.S. News and World Report, Washington, 21 janvier, p. 41
- SULZBERGER, C.L.  
« NOW IS THE TIME FOR WISE MEN »  
New York Times, Paris, 21 décembre, p. 6  
L'auteur de cet article trouve que le Secrétaire Général de l'OTAN devrait constituer un Comité des Trois Sages pour étudier les problèmes stratégiques de l'Alliance.

## QUESTIONS POLITIQUES

- ARON, Raymond  
« ARE DE GAULLE AND ADENAUER IMPERILLING WESTERN UNITY? »  
European Review, Londres, Hiver 1962-63, p. 27
- LOWENTHAL, Richard  
« L'ORTIE ET LA FLEUR : LA COEXISTENCE APRÈS CUBA »  
Preuves, Paris, janvier, p. 53  
Après le faux pas de Khrouchtchev à Cuba, les Occidentaux doivent rester ferme tout en saisissant la première occasion de négocier sérieusement.
- FONTAINE, André  
« L'ANNÉE 1962 A SENSIBLEMENT MODIFIÉ LE VISAGE DU MONDE »  
Le Monde Diplomatique, Paris, janvier, p. 1
- « REVERSAL OF ALLIANCES »  
Economist, Londres, 26 janvier, p. 294
- STEPHENS, Robert  
« GRAND DESIGNS FOR EUROPE »  
The Observer, Londres, 27 janvier, p. 10  
Pour choisir entre les politiques de De Gaulle et de Kennedy, il faut rechercher des solutions réalistes.

## QUESTIONS ÉCONOMIQUES

- HIRSCH, Étienne  
« UN DOSSIER SUR LA PLANIFICATION EUROPÉENNE »  
L'Europe en Formation, Paris, janvier
- « THE AFRICAN SCENE: NUCLEUS OF A COMMON MARKET »  
Financial Times, Londres, 22 janvier, p. 22  
Un examen des accords douaniers entre les 12 États africains ayant appartenu à la France.
- KRISTENSEN, Thorkil, Secrétaire Général de l'OCDE  
« THE OECD : A LANDMARK OF INTERNATIONAL CO-OPERATION »  
Nato's 15 Nations, Amsterdam, décembre-janvier, p. 16

## QUESTIONS MILITAIRES

- ROUGERON, Camille  
« PROSPECTIVE NUCLÉAIRE : LA PROLIFÉRATION DES ARMES »  
Revue de Défense Nationale, Paris, décembre, p. 1844
- LUNDE, Erik  
« WATCHBIRD IN THE NORTH »  
Nato's 15 Nations Amsterdam, décembre-janvier, p. 66  
Une étude sur le rôle capital de la Norvège dans le système défensif de l'OTAN.
- NOIRET, Général Jean  
« LES FORMES DE LA GUERRE ET DE L'ARMÉE FUTURE »  
Revue de Défense Nationale, Paris, janvier, p. 5
- « LES DIVERSES SOLUTIONS DE LA FORCE DE FRAPPE »  
Perspectives, Paris, 19 janvier
- GRIERSON, John  
« AMERICAN BASE IN THE FAR NORTH »  
Times, Londres, 22 janvier, p. 11  
Un article sur l'installation radar contre les fusées balistiques à Thule dans le nord du Groenland.
- OSGOOD, Robert E.  
« KINDS OF COUNTERFORCE »  
Survival, Londres, janvier-février, p. 23

## PROBLÈME DU DÉSARMEMENT

- RAPACKI, Adam  
« THE POLISH PLAN FOR A NUCLEAR-FREE ZONE TODAY »  
International Affairs, Londres, janvier, p. 1
- MOCH, Jules  
« OU EN EST LE DÉSARMEMENT? »  
Le Monde Diplomatique, Paris, janvier, p. 1
- GROMYKO, Andreï  
« DISARMAMENT: THE SOVIET POSITION »  
Survival, Londres, janvier-février, p. 29

## JEUNESSE ET AFFAIRES SCIENTIFIQUES

- O'CONNELL, P.J.  
« EUROPEAN AND ATLANTIC IDEAS IN EDUCATION »  
European Review, Londres, hiver 1962-63, p. 19
- « THE EFFECTS OF ATOMIC RADIATION »  
Survival, janvier-février, p. 27

## AFRIQUE

- KOLARZ, Walter  
« COMMUNISM IN AFRICA »  
Nato's 15 Nations, Amsterdam, décembre-janvier, p. 57
- CORPIERRE, Michel  
« LE TOTALITARISME AFRICAIN »  
Preuves, Paris, janvier, p. 12

## ALLEMAGNE

- BARKER, Elisabeth  
« THE BERLIN CRISIS 1958-1962 »  
International Affairs, Londres, janvier, p. 59

## AMÉRIQUE LATINE

« LES POSSIBILITÉS ACTUELLES D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE LATINE »

Perspectives, Paris, 26 janvier

## CUBA

VERNANT, Jacques

« LA CRISE CUBAINE »

Revue de Défense Nationale, Paris, décembre, p. 1919

MACKINTOSH, Malcolm

« SOVIET MOTIVES IN CUBA »

Survival, Londres, janvier-février, p. 16

## ESPAGNE

« UN NOUVEAU VISAGE DU RÉGIME FRANQUISTE »

Perspectives, Paris, 15 décembre

## ÉTATS-UNIS

LIPPMANN, Walter

« KENNEDY AT MID-TERM »

Newsweek, New York, 21 janvier, p. 14

## EXTRÊME-ORIENT

SARASIN, Pete

« SEATO TODAY — WORKING FOR PROSPERITY AS WELL AS PEACE »

Nato's 15 Nations, Amsterdam, décembre-janvier, p. 20

« LESSONS OF THE WAR IN SOUTH VIETNAM »

Times, Londres, 21 janvier, p. 7

LINDQUIST, Sven

« INSIDE CHINA — I: CULT & CULTURE; II: COUPONS & YUAN »

The Guardian, Londres, 23 et 24 janvier, p. 7 et p. 10

## FRANCE

FONTAINE, André

« LES POLARIS, L'ANGLETERRE ET LE MARCHÉ COMMUN »

Le Monde, Paris, 30 janvier, p. 1

GARST, James

« CONTROLLING FRANCE'S BOMBS »

Statesman, Londres, 1<sup>er</sup> février, p. 146

## GRÈCE

« AU SUJET DE CERTAINES RUMEURS »

Kathimerini, Athènes, 3 février

En parlant de la prochaine visite du Général de Gaulle à Athènes et des rumeurs qui circulent au sujet d'une coalition méditerranéenne possible, cet article souligne que la Grèce a une confiance absolue en l'Alliance Atlantique, meilleur moyen de préserver la liberté et de réaliser du progrès.

PEKLARIS, P.B.

« LA GRÈCE ET LA TURQUIE FOURNISSENT UN POURCENTAGE ÉLEVÉ DE TROUPES A L'OTAN »

Tovima, Athènes, 3 février

Cet article parle d'un important discours fait récemment à Washington par le sénateur américain Wayne L. Morse.

## MOYEN-ORIENT

« RELANCE SOVIÉTIQUE AU YEMEN »

Perspectives, Paris, 19 janvier

ESHKOL, Levi

« ISRAËL ET LE MARCHÉ COMMUN »

Revue Politique et Parlementaire, Paris, janvier, p. 3

## PORTUGAL

PRÉSIDENT SALAZAR

« DÉFENSE DE L'ANGOLA — DÉFENSE DE L'EUROPE »

Faits et Documents, Lisbonne, n° 11, janvier

## ROYAUME-UNI

ALLEN, H. C.

« THE ANGLO-AMERICAN RELATIONSHIP IN THE SIXTIES »

International Affairs, Londres, janvier, p. 37

« BRITAIN WITHOUT SKYBOLT »

Times, Londres, 8 et 9 janvier, p. 9

HOME, Lord

« WHAT HAPPENS TO GREAT BRITAIN NOW? »

U.S. News and World Report, Washington, 4 février, p. 62

## U.R.S.S.

LABAYLE COUHAT, J.

« LA STRATÉGIE NAVALE SOVIÉTIQUE »

Revue de Défense Nationale, Paris, décembre, p. 1805

Admiral E. BIORKLUND

« SOVIET INDUSTRY AND ITS VULNERABILITY »

Nato's 15 Nations, Amsterdam, décembre-janvier, p. 30

CRANKSHAW, Edward

« RUSSIA TRIES OUT PROFIT MOTIVE »

The Observer, Londres, 6 janvier, p. 6

## YOUGOSLAVIE

« LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE EN YOUGOSLAVIE »

La Documentation française, Paris, 21 janvier

## PUBLICATIONS OTAN

Communiqués de Presse

N° (63) 1 — Déclaration relative aux incidences de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, le 24 janvier 1963.

## LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Dans le n° 2 de « L'Observateur de l'OCDE », nouvelle revue de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, se trouve un intéressant article sur la mobilité de la main-d'œuvre européenne. On y souligne que la pénurie de travailleurs dans certains pays est si grave qu'elle en vient à entraver la croissance de l'économie nationale. Voici quelques-uns des faits et chiffres cités :

« Au cours de l'été 1962, le record de l'emploi de main-d'œuvre européenne était détenu par l'Allemagne, avec 705 000 travailleurs. Puis venait la Suisse, avec 645 000 travailleurs. La France se situe probablement en troisième position, mais on ne disposera de statistiques comparables qu'une fois analysés les résultats du récent recensement de la population. On trouve ensuite la Suède avec 127 000 travailleurs étrangers (principalement des Scandinaves), et enfin le Royaume-Uni (où la plupart des immigrants sont des Irlandais non assujettis au régime du permis) et les pays du Bénélux.

« Le pays qui fournit le plus de travailleurs est, de loin, l'Italie. Ces derniers temps, toutefois, d'autres pays sont devenus d'importants pourvoyeurs de main-d'œuvre. C'est en Espagne que l'augmentation du nombre d'émigrants a été la plus spectaculaire et ce pays vient désormais après l'Italie en tant que fournisseur de main-d'œuvre européenne. Voici quelques années, les Espagnols travaillant dans d'autres pays d'Europe étaient fort peu nombreux. En 1961, on en comptait plus de 200 000. La Grèce et, à un moindre degré, le Portugal se sont joints récemment au mouvement et la Turquie commence à fournir des travailleurs agricoles. »

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.



Les **NOUVELLES DE L'OTAN** peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes :

**ÉDITION FRANÇAISE**

« *Nouvelles de l'OTAN* »

**Tous les pays sauf le Canada.**

Service de l'Information de l'OTAN,  
Porte Dauphine, Paris, 16<sup>e</sup>.

**Canada**

The Department of External Affairs,  
Information Division,  
Ottawa, Ontario.

**ÉDITION ALLEMANDE**

« *NATO Brief* »

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung,  
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

**ÉDITION ITALIENNE**

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,  
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

**ÉDITION DANOISE (trimestrielle)**

« *NATO Nytt* »

Atlantsammenslutningen  
Forchammersvej 13,  
Copenhague, Danemark.

**ÉDITION ANGLAISE**

« *NATO Letter* »

**Royaume-Uni**

The Central Office of Information  
Hercules Road, Westminster Bridge Road, London, S.E.1.

**États-Unis**

Distribution Planning,  
Office of Media Services,  
Department of State, Washington 25, D.C.

**Canada**

The Department of External Affairs,  
Information Division.  
Ottawa, Ontario.

**Autres pays**

Service de l'Information de l'OTAN,  
Porte Dauphine,  
Paris (16<sup>e</sup>) France.

**ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)**

« *Deltion NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique  
30, avenue El. Venizelos,  
Athènes 1, Grèce.

**ÉDITION NÉERLANDAISE**

**Pays-Bas**

« *NAVO Maandblad* »

Atlantische Commissie,  
Nassau Zuilensteinstraat 9,  
Den Haag, Pays-Bas.

**Belgique**

« *NAVO Maandblad* »,

Ministerie van Buitenlandse Zaken,  
Dienst van de Westerse Organisaties,  
Algemene Directie van de Politiek,  
8, Wetsstraat, Brussel, Belgique.

**ÉDITION TURQUE (trimestrielle)**

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk  
Türk Hava Kurumu,  
Ankara, Turquie.

Les photographies dans ce numéro proviennent des sources suivantes qui sont mentionnées ci-dessous pour chaque page dans un ordre allant de haut en bas et de gauche à droite.

*Photo de couverture* : Jean-Dominique Lajoux, Rapho (Paris)

*Page 1* : Ian Berry, Magnum (Paris)

*Page 2* : Commissariat à l'Énergie Atomique (Paris)  
Dominique Berretty pour l'OTAN (Paris)

*Page 3* : Dominique Roger, UNESCO (Paris)

*Page 4* : Sergio Larrain, Magnum (Paris)  
David Seymour, Magnum (Paris)

*Page 5* : COI (Londres)

*Page 7* : Cartes du Service « Représentation Graphique » de l'OTAN

*Page 9* : Michel Descamps pour l'OTAN (Paris)  
Eddy van der Veen pour l'OTAN (Paris)

*Page 11* : British Admiralty (Londres); COI (Londres)

*Pages 14 à 17* : Dominique Berretty pour l'OTAN (Paris)

*Pages 18 et 19* : Dominique Berretty pour l'OTAN (Paris)

